



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/370
27 mai 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

Quarante-troisième session
Points 12, 18, 22, 23, 29, 30, 36, 37,
38, 39, 40, 48, 52, 53, 56, 57, 58,
61, 64, 65, 66, 67, 72, 79, 82, 83,
87, 88, 91, 93, 94, 95, 96, 102, 103
et 110 de la liste préliminaire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES CONTRE LA PAIX
ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

QUESTION DE NAMIBIE

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES CONSEQUENCES POUR LA PAIX
ET LA SECURITE INTERNATIONALES

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

QUESTION DE PALESTINE

QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES
DROITS DE L'HOMME

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE : PROGRAMME D'ACTION DES
NATIONS UNIES POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE, 1986-1990

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

* A/43/50.

CONSEQUENCES DE LA PROLONGATION DU CONFLIT ARME ENTRE L'IRAN
ET L'IRAQ

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS NUCLEAIRES EXPERIMENTALES

NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE
DES ESSAIS NUCLEAIRES

CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI
DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ETRE CONSIDEREES
COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME
FRAPPANT SANS DISCRIMINATION

CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX EFFICACES
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE DES ETATS NON
DOTES D'ARMES NUCLEAIRES CONTRE L'EMPLOI OU LA
MENACE D'ARMES NUCLEAIRES

CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX EFFICACES POUR
GARANTIR LES ETATS NON DOTES D'ARMES NUCLEAIRES CONTRE
L'EMPLOI OU LA MENACE D'ARMES NUCLEAIRES

INTERDICTION DE METTRE AU POINT ET DE FABRIQUER DE NOUVEAUX
TYPES ET SYSTEMES D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLOTURE DE LA DOUZIEME
SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA TROISIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE CONSACREE AU DESARMEMENT

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA DEUXIEME DECENNIE DE
LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

CONSEQUENCES NEFASTES POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME DE
L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE
AU REGIME RACISTE ET COLONIALISTE D'AFRIQUE DU SUD

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

PREVENTION DU CRIME ET JUSTICE PENALE

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD
DES FEMMES

STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION POUR LA PROMOTION DE LA FEMME
D'ICI A L'AN 2000

IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS
DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES A
L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAFIC DES DROGUES

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES
ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Lettre datée du 27 mai 1988, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai le plaisir de vous faire tenir un exemplaire en anglais et en français du document qui contient les résolutions et les décisions adoptées par l'Union interparlementaire lors de sa dix-neuvième session, tenue à Guatemala du 8 au 16 avril 1988.

Eu égard à l'importance des résolutions adoptées, je vous serais obligé de faire distribuer le présent document comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points, 12, 18, 22, 23, 29, 30, 36, 37, 38, 39, 40, 48, 52, 53, 56, 57, 58, 61, 64, 65, 66, 67, 72, 79, 82, 83, 87, 88, 91, 93, 94, 95, 96, 102, 103 et 110 de la liste préliminaire et de le porter à l'attention de l'Assemblée générale, lors de sa quinzième session extraordinaire, troisième session extraordinaire consacrée au désarmement.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Fernando Andrade DIAZ-DURAN

/...

ANNEXE



R E S U L T A T S

de la

SESSION D'AVRIL 1988

de

L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

GUATEMALA (GUATEMALA)

8 - 16 AVRIL 1988

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
A. Cérémonie inaugurale	1
B. Participation	1
C. 203 ^e session du Comité exécutif	3
D. 142 ^e session du Conseil interparlementaire	
1. Ordre du jour	5
2. Etat des membres	5
3. Elections et nominations	5
4. Rapports d'activités	6
5. Résultats financiers de l'exercice 1987	6
6. Fonctionnement des Conférences de l'Union	6
7. Résultats de la Conférence interparlementaire sur l'abus et le trafic illicite des drogues dans l'Hémisphère occidental	7
8. Comité de soutien pour la convocation d'une Conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient	7
9. Présence de l'Union à la Conférence que doit organiser le Conseil de l'Europe pour clore la campagne européenne sur l'interdépendance et la solidarité Nord-Sud	7
10. 80 ^e Conférence interparlementaire	7
11. Prochaines réunions interparlementaires	8
12. Proposition d'amendement du paragraphe 2 de l'article 23 des Statuts, émanant du Groupe canadien	9
13. Célébration du 40 ^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme	9
14. Droits de l'homme des parlementaires	9
E. 79 ^e Conférence interparlementaire	
1. Décision concernant les demandes d'inscription d'un point supplémentaire	10
2. Débats et décisions de la Conférence relatifs aux thèmes inscrits à son ordre du jour	10
3. Proposition d'amendement du paragraphe 2 de l'article 23 des Statuts	12
4. Election au Comité exécutif	12

	<u>Page</u>
F. Réunions des Commissions	
1. Ière Commission (Commission pour les questions politiques, la sécurité internationale et le désarmement)	13
2. IIIe Commission (Commission pour les questions économiques, sociales, culturelles et de l'environnement)	14
G. Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires	16
H. Réunion des Groupes participant au processus de la CSCE	17
I. Réunion des femmes parlementaires	18
J. Réunion informelle sur la santé et le bien-être des personnes âgées	18

ANNEXES

I. Etat des membres de l'Union au 16 avril 1988	19
II. Résultats de la Conférence interparlementaire sur l'abus et le trafic illicite des drogues dans l'Hémisphère occidental	20
III. Ordre du jour de la 80e Conférence interparlementaire ..	21
IV. Liste des organisations internationales et autres entités invitées à suivre, en qualité d'observateurs, les travaux de la 80e Conférence	22
V. Calendrier des réunions inscrites au programme de l'Union pour la période allant de juin 1988 à septembre 1992	24
VI. Célébration du 40e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme	26
VII-VIII. Votes par appel nominal sur des demandes d'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de la Conférence	28-29

	<u>Page</u>
Paix et développement dans le monde par l'instauration, dans les relations entre Etats, d'un climat de confiance qui conduise à l'adoption de conceptions militaires purement défensives (Point 3)	
IX. Texte de la résolution	30-35
Promotion et élaboration, aux niveaux national et international, de stratégies relatives à l'environnement afin de parvenir à un développement durable, tout en assurant la protection du patrimoine naturel et culturel du monde (Point 4)	
X. Texte de la résolution	36-42
Perspectives de paix, de démocratie et de développement économique et social en Amérique centrale (Point 8, supplémentaire)	
XI. Texte de la résolution	43-47
Droits de l'homme des parlementaires :	
XII. Résolution du Conseil sur les cas de MM. Carlos Lorca Tobar et Vicente Atencio Cortes, du Chili	48
XIII. Résolution du Conseil sur le cas de 36 anciens parlementaires chiliens en exil	49-50
XIV. Résolution du Conseil sur les cas de MM. Pedro Nel Jimenez Obando, Leonardo Posada Pedraza, Octavio Vargas Cuellar et Pedro Luis Valencia, de la Colombie	51-52
XV. Résolution du Conseil sur le cas de M. Miguel Angel Pavon Salazar, du Honduras	53-54
XVI. Résolution du Conseil sur le cas de Mme Abdurachman Sundari, de l'Indonésie	55

	<u>Page</u>
XVII. Résolution du Conseil sur le cas de MM. Mohamed Yusuf Weirah, Ismail Ali Abokor, Omar Arteh Qalib, Omar Haji Mohamed, Warsame Ali Farah, Osman Mohamed Ghelle et Mohamed Aden Sheikh, de la Somalie	56-57
XVIII. Résolution du Conseil sur le cas de 26 anciens parlementaires, de la Turquie	58-60
i) MM. Alp Arslan Turkes, Said Somuncuoglu, Agah Oktay Guner, Nevzat Koseoglu, Mehmed Dogan, Turan Kocal, Tahir Sasmaz, Ali Fuat Eyuboglu, Ihsan Kabadayi, Mehmed Irmak, Cengiz Gokcek, Necati Gultekin, Omer Cakiroglu, Yusuf Ozbas, Ali Gurbuz, Faruk Demirtola et Servet Bora	
ii) MM. Kenan Akman et Ahmet Yildiz	
iii) MM. Nurettin Yilmaz, Nedim Tarhan, Ismail Hakki Oztorum, Erol Saracoglu, Metin Tuzun, Mehmet Ali Pestilci, Ertugrul Gunay et Ahmet Yildiz	
XIX. Résolution du Conseil sur le cas de MM. Truong Vi Tri, Tran Trung Dung (alias Vuong Quoc Thai) et Nhan Minh Trang, du Viet Nam	61
XX. Résolution du Conseil sur le cas de M. Hadi Ahmad Nasir, du Yémen démocratique	62-63

A. CEREMONIE INAUGURALE

La 79e Conférence interparlementaire a été inaugurée lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au Grand Théâtre du "Centre culturel Miguel Angel Asturias" le 11 avril 1988 avec la participation de M. Marco Vinicio Cerezo Arevalo, Président de la République du Guatemala. Au cours de cette cérémonie, ouverte à 10 h.30, les délégués ont entendu M. Alfonso Alonso Barillas, Président du Congrès de la République du Guatemala; M. Hans Stercken, Président du Conseil interparlementaire; M. J. Jonah, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, représentant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar; et M. Marco Vinicio Cerezo Arevalo, Président de la République du Guatemala.

Des extraits des discours prononcés à cette occasion seront publiés dans le Bulletin interparlementaire (No II, 1988)

B. PARTICIPATION

Les Groupes nationaux des 93 pays suivants ont participé aux travaux de la session :

Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Angola, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, URSS, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Les observateurs à la session comprenaient des représentants de l'Organisation des Nations Unies - Nations Unies, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de populations (FNUAP), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid -, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Fonds monétaire international (FMI), du Conseil de l'Europe, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de l'Organisation des Etats américains (OEA), du Parlement latino-américain, du Parlement andin, de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), de l'Union interparlementaire arabe, de l'Union des Parlements africains (UPA), de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe (APCEA),

du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies (FMANU), du Conseil national palestinien et de la "South West Africa People's Organization" (SWAPO).

On a dénombré au total 689 délégués des Groupes nationaux (dont 427 membres de Parlement) et 41 observateurs.

C. 203e SESSION DU COMITE EXECUTIF

Le Comité exécutif a tenu sa 203e session, les 8, 9 et 14 avril 1988 au Centre de conférences El Dorado, sous la présidence de M. H. Stercken (République fédérale d'Allemagne), Président du Conseil interparlementaire.

Les membres et suppléants dont les noms suivent ont participé à cette session : MM. R. Bitat (Algérie), remplacé le 14 avril par A. Belkhadem; R. Carpio Castillo (Venezuela), le 14 avril seulement; B. Friesen (Canada), remplacé le 14 avril par N. Nurgitz; A. Ghalanos (Chypre), les 9 et 14 avril; Huan Xiang (Chine); S. Khunkitti (Thaïlande); J. Maciszewski (Pologne); N.C. Makombe (Zimbabwe); Mme M. Molina Rubio (Guatemala); MM. C. Pepper (Etats-Unis d'Amérique); A.S. Elisseyev, remplaçant L.N. Tolkounov (URSS); F. Jensen et I. Noergaard, remplaçant respectivement le 9 et le 14 avril R. Pedersen (Danemark).

Lors de cette session, le Comité exécutif a essentiellement axé ses travaux sur les questions figurant à l'ordre du jour du Conseil interparlementaire, afin de présenter à celui-ci des avis et des recommandations (voir section D ci-après).

En outre :

- Il a poursuivi, en la présence des Présidents des Groupes nationaux de la Hongrie et du Royaume-Uni, l'examen de la préparation du Centenaire de l'Union (1989). Il a pris note du bon état d'avancement des deux ouvrages dont la publication est prévue à l'occasion de cet événement. Il a demandé à tous les Groupes nationaux de coopérer à l'organisation du concours de réalisations artistiques, "Avec des yeux d'enfants", que le Groupe hongrois met sur pied dans le cadre des activités du Centenaire, en distribuant le plus largement possible l'avis de concours aux instances compétentes de leurs pays, de sorte que des contributions soient envoyées de tous les coins du monde. De plus, le Comité a estimé nécessaire que soit déjà adopté le programme de travail des deux Conférences de l'année 1989 lors de la session que tiendra le Conseil au mois de septembre prochain. Il a invité les Groupes nationaux à réfléchir aux thèmes qui pourraient être étudiés lors de ces Conférences, et à faire parvenir leurs propositions au Secrétaire général.
- Il a procédé à un premier échange de vues sur les mesures qui pourraient être prises afin d'élargir l'assise de certains Groupes nationaux dans le but d'améliorer le statut de l'Union.
- Il a examiné le rapport du Groupe de travail chargé d'envisager l'organisation d'un débat télévisé relatif à la coopération et à la sécurité européennes. Ce rapport avait été approuvé par les Groupes nationaux des pays concernés. Le Comité exécutif a appuyé sans réserve ce projet, au sujet duquel des propositions détaillées seront présentées en septembre 1988 aux organes directeurs de l'Union.

- Il a constaté que la situation financière de l'Union était satisfaisante pour l'exercice 1988. Il a en outre soigneusement examiné la demande faite par un Groupe national que le niveau de sa contribution soit révisé, et a rappelé que cette question ayant été examinée en profondeur à plusieurs reprises au cours des dernières années, il n'y avait pas lieu de revenir sur la décision d'ajournement prise en 1985, et donc de rouvrir la question du barème des contributions.
- Il a désigné M. F. Giquel, conseiller à la Cour des comptes de la France, pour remplacer M. P. Messerli, en tant que Vérificateur extérieur des comptes de l'Union, et M. B. Knapp, éminent juriste suisse, pour remplacer M. G. Beguin comme Président de la Commission consultative prévue à l'article 56 du Statut et Règlement du personnel.
- Il a modifié les articles 1 et 9 de son Règlement, afin de rendre celui-ci conforme à l'amendement apporté aux Statuts par suite de la décision prise en octobre 1987 par la 78e Conférence, de doter le Comité exécutif de deux sièges supplémentaires.

U. 142e SESSION DU CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE

Le Conseil interparlementaire a tenu sa 142e session au Centre de Conférences El Dorado (Guatemala) sous la conduite de son Président, M. H. Stercken (République fédérale d'Allemagne). La première séance a eu lieu l'après-midi du 11 avril et la seconde la matinée du 16 avril 1988.

Lors de sa séance du 16 avril, le Conseil a demandé à tous les Groupes nationaux de dépêcher des représentants au Chili pour observer le déroulement du référendum qui doit avoir lieu dans ce pays, dans la deuxième partie de l'année 1988, afin de constater si la volonté populaire est respectée.

1. ORDRE DU JOUR

A l'ouverture de ses travaux, le Conseil a adopté sans changement l'ordre du jour préparé par le Comité exécutif lors de ses 202e et 203e sessions.

2. ETAT DES MEMBRES

Sur la recommandation du Comité exécutif, le Conseil a décidé à l'unanimité de réadmettre le Groupe national du Suriname au sein de l'Union.

Le nombre des Groupes nationaux membres de l'Union passe ainsi à 109 (Annexe I).

3. ELECTIONS ET NOMINATIONS

a) Proposition concernant l'élection du Président de la 79e Conférence

Sur la proposition du Groupe du Mexique, le Conseil a décidé par acclamation de présenter la candidature de M. Alfonso Alonso Barillas, Président du Congrès de la République du Guatemala, à la présidence de la 79e Conférence interparlementaire.

b) Proposition d'un candidat à l'élection au Comité exécutif

Du fait de l'expiration du mandat de M. A. Ghalanos (Chypre), le Conseil devait proposer un candidat à l'élection au Comité exécutif.

Le Conseil a décidé, par acclamation, de proposer à la Conférence d'élire M. M.A. Martínez (Espagne) membre du Comité exécutif.

e) Membre suppléant du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires

Sur la proposition du Groupe latino-américain, le Conseil a élu à l'unanimité M. H. Solari Yrigoyen (Argentine) membre suppléant du Comité

spécial pour une période de quatre ans, en remplacement de M. P. Gonzalez Blanco (Mexique) qui n'est plus parlementaire.

d) Membres honoraires

Sur la proposition des Groupes nationaux concernés, le Conseil a décidé par acclamation de nommer Sir David Crouch et Sir John Page (Royaume-Uni), ainsi que M. K. Mitterdorfer (Italie), membres honoraires de leurs Groupes nationaux respectifs.

4. RAPPORTS D'ACTIVITES

a) Activités du Comité exécutif

A chacune de ses séances, le Conseil a pris acte des rapports de son Président sur les sujets traités par le Comité exécutif lors de ses réunions des 8, 9 et 14 avril. Le Président a également rendu compte des contacts qu'il a eus depuis la 141e session du Conseil.

b) Rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Union

Le Conseil a pris acte des rapports écrits et oraux du Secrétaire général, relatifs à la situation de l'Union et aux diverses activités entreprises depuis la 141e session du Conseil.

5. RESULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 1987

Après avoir entendu le Rapport des Vérificateurs des comptes, M. J. Montalvao Machado (Portugal) et M. F. Baligira (Rwanda), présenté par ce dernier, le Conseil a approuvé les comptes de l'Union pour l'exercice 1987 et a donné décharge au Secrétaire général pour sa gestion financière durant cet exercice.

Le Conseil a en outre décidé d'allouer un montant maximum de FS 100.000, prélevé sur le solde créditeur de 1987 (montant total : FS 393.588,50) à l'achat de matériel ou au renouvellement d'une partie de l'équipement du Secrétariat, et de reporter toute décision sur l'allocation du reliquat à sa 143e session (septembre 1988).

6. FONCTIONNEMENT DES CONFERENCES DE L'UNION

Sur la recommandation du Comité exécutif, le Conseil a décidé de reporter la décision relative à cette question à sa 143e session, et de lancer un appel aux Groupes nationaux afin que le plus grand nombre d'entre eux fasse connaître d'ici là leur position. Le Conseil a également pris acte de l'avis du Comité exécutif, selon lequel il serait important qu'une cinquième Commission traitant les questions de l'éducation, de la science et de la culture fût créée et pût fonctionner.

7. RESULTATS DE LA CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE SUR L'ABUS ET LE TRAFIC ILLICITE DES DROGUES DANS L'HEMISPHERE OCCIDENTAL

Le Conseil était saisi de la Déclaration finale et des recommandations de cette Conférence, qui a eu lieu à Caracas, du 9 au 13 novembre 1987, à l'invitation du Groupe national du Venezuela et était organisée par l'Union en coopération avec les Nations Unies et avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé et du Parlement latino-américain.

Après un échange de vues, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution présentée par les délégations de l'Argentine et du Mexique (voir le texte en Annexe II).

8. COMITE DE SOUTIEN POUR LA CONVOCATION D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

Le Conseil était saisi du rapport du Comité de soutien, composé de MM. A. Ghalanos (Chypre), N.C. Makombe (Zimbabwe) et M.A. Martinez (Espagne), qui s'est réuni pendant la 79e Conférence. Il a approuvé ce rapport ainsi que la recommandation par laquelle le Comité exécutif préconisait que le Comité de soutien poursuive ses travaux et présente un autre rapport à l'occasion de la 143e session du Conseil.

9. PRESENCE DE L'UNION A LA CONFERENCE QUE DOIT ORGANISER LE CONSEIL DE L'EUROPE POUR CLORE LA CAMPAGNE EUROPEENNE SUR L'INTERDEPENDANCE ET LA SOLIDARITE NORD-SUD (Madrid, 1-3 juin 1988)

Le Conseil a fait sienne la recommandation du Comité exécutif, selon laquelle la présence de l'Union à cette Conférence devrait être assurée à la fois par le Secrétaire général et par des parlementaires délégués par des Groupes nationaux de pays du "Sud", dont la participation a été particulièrement encouragée.

10. 80e CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE

a) Ordre du jour

Le Conseil a approuvé à l'unanimité les propositions du Comité exécutif concernant les deux sujets à inscrire à l'ordre du jour de la 80e Conférence, qui relèvent de la compétence des IIe et IVe Commissions. On trouvera cet ordre du jour en Annexe III.

b) Observateurs

Le Conseil a approuvé la liste des observateurs à inviter à la 80e Conférence, proposée par le Comité exécutif qui avait ajouté à la liste habituelle l'Association de parlementaires d'Europe occidentale contre l'apartheid (AWEPA). En outre, sur la proposition de la délégation belge, le Conseil a décidé d'inviter aussi Amnesty International compte tenu des questions figurant à l'ordre du jour de cette Conférence. On trouvera en Annexe IV la liste des observateurs invités à la 80e Conférence.

11. PROCHAINES REUNIONS INTERPARLEMENTAIRES

a) Réunions statutaires

Le Conseil :

- a pris note de l'intention exprimée par le Groupe national d'un pays latino-américain d'être l'hôte de la 83e Conférence (mars-avril 1990);
- a accepté par consensus, à l'exception du Groupe turc, l'invitation du Groupe de Chypre, à tenir la 84e Conférence, en septembre 1990 à Nicosie;
- a accepté par acclamation l'invitation du Groupe espagnol, à tenir la 88e Conférence, en septembre 1992, à Madrid.

b) Autres réunions

Le Conseil :

- a noté que la VIIe Conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité européennes aura lieu du 22 au 27 mai 1989, à Bucarest en Roumanie;
- a accepté par acclamation l'invitation du Groupe espagnol à tenir le Symposium sur la "Participation des femmes au processus de la prise de décisions dans la vie politique et parlementaires", durant la première partie du mois d'octobre 1989 à Madrid;
- s'est prononcé en faveur de l'organisation par l'Union interparlementaire, conjointement avec l'Organisation mondiale du tourisme, d'une "Conférence parlementaire sur le tourisme" qui se tiendrait en avril 1989 à La Haye, à l'invitation du Groupe des Pays-Bas;
- a décidé d'ajourner à sa 143e session (septembre 1988) sa décision concernant l'éventuelle organisation par l'Union d'une Conférence sur le désarmement, dont le Groupe de la République fédérale d'Allemagne souhaite être l'hôte en mai-juin 1990, à Bonn;
- a noté que le Comité exécutif avait accueilli avec satisfaction une proposition du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, concernant l'organisation d'une "Conférence parlementaire contre l'apartheid", et avait décidé de reprendre l'examen de cette question lorsqu'il sera saisi d'une invitation d'un Groupe national;
- a également noté que le Comité exécutif avait examiné une proposition émanant d'un groupe de parlementaires grecs, relative à l'organisation d'une conférence sur "La paix en Méditerranée orientale", et avait estimé ne pas être en mesure, à ce stade, de se prononcer à ce sujet.

Le calendrier des prochaines réunions inscrites au programme de l'Union figure en Annexe V.

12. PROPOSITION D'AMENDEMENT DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 23 DES STATUTS, EMANANT DU GROUPE CANADIEN

Le Conseil a pris note de la décision prise par le Groupe canadien de retirer sa proposition afin de soumettre à l'examen du Conseil et de la Conférence, à Sofia, un texte révisé tenant compte des propositions faites lors de la réunion des femmes parlementaires (voir également Section I).

13. CELEBRATION DU 40e ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution proposée sur ce sujet par le Comité exécutif (voir le texte en Annexe VI).

14. DROITS DE L'HOMME DES PARLEMENTAIRES

Le 16 avril 1988, le Conseil a entendu le rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires, présenté par le Président de celui-ci, M. S.N. Sinha (Inde), et qui rendait compte des travaux réalisés par le Comité spécial lors de ses deux dernières sessions (Genève, 8-11 février et Guatemala, 12-14 avril 1988). En ce qui concerne la session tenue à Guatemala, voir section G.

Sur proposition du Comité spécial, le Conseil a adopté par consensus des résolutions concernant 81 situations individuelles dans huit pays : Chili, Colombie, Honduras, Indonésie, Somalie, Turquie, Viet Nam et Yémen démocratique (voir Annexes XII à XX).

E. 79e CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE

La 79e Conférence interparlementaire a commencé ses travaux l'après-midi du 11 avril en élisant à sa présidence M. Alfonso Alonso Barillas, Président du Congrès de la République du Guatemala.

L'après-midi du 15 avril, la Conférence a eu l'honneur d'entendre un exposé de M. Roberto Carpio Nicolle, vice-Président de la République du Guatemala, sur les objectifs, l'état d'avancement et les perspectives d'avenir du processus de coopération et d'intégration en cours en Amérique centrale et en particulier sur l'institution du Parlement latino-américain.

1. DECISION RELATIVE AUX DEMANDES D'INSCRIPTION D'UN POINT SUPPLEMENTAIRE A L'ORDRE DU JOUR

A l'ouverture de ses travaux, la Conférence a dû se prononcer sur deux demandes d'inscription d'un point supplémentaire :

- la première demande avait été présentée par le Groupe tunisien, au nom des Groupes arabes; le titre du point proposé, légèrement amendé sur proposition du Groupe de l'Iraq, était "Le rôle des parlementaires pour appuyer le soulèvement du peuple palestinien contre l'occupation israélienne en vue de la réalisation de ses droits inaliénables";

- la deuxième demande, présentée par les Groupes de la République fédérale d'Allemagne et de la Norvège, portait sur les "Perspectives de paix, de démocratie et de développement économique et social en Amérique centrale".

La Conférence a procédé à un vote sur chacune des deux demandes. La première a reçu 553 voix positives, 224 voix négatives et 327 abstentions. La seconde a reçu 883 voix positives, 121 voix négatives et 84 abstentions (voir détail des votes en Annexes VII et VIII).

Le point proposé par les Groupes de la République fédérale d'Allemagne et de la Norvège ayant obtenu à la fois la majorité des deux tiers et le plus grand nombre de voix positives a été inscrit à l'ordre du jour comme point 8 (supplémentaire).

2. DEBATS ET DECISIONS DE LA CONFERENCE RELATIFS AU THEME INSCRIT A SON ORDRE DU JOUR

a) Paix et développement dans le monde par l'instauration, dans les relations entre Etats, d'un climat de confiance qui conduise à l'adoption de conceptions militaires purement défensives (Point 3)

La Conférence a consacré trois séances plénières (fin de l'après-midi du 11 avril, matinée, après-midi et début de soirée du 12 avril) à l'étude de cette question à laquelle avaient contribué par des mémoires les Groupes nationaux de 13 pays (Bulgarie, Hongrie, Maroc, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique allemande, Roumanie, Sénégal, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS, Yougoslavie et Zimbabwe) ainsi que MM. H. van Wambeke (Belgique) et A. Fosset (France). Après le débat, au cours duquel 83 orateurs ont pris la parole, les divers projets de résolution ont été soumis à la 1ère Commission pour examen et rapport (voir Section E).

Lors de sa dernière séance plénière, tenue l'après-midi du 16 avril, la Conférence a entendu le rapport de M. H. Ott (Suisse) et adopté sans vote le projet de résolution présenté par la Commission (voir Annexe IX pour le texte de la résolution). Plusieurs délégations ont ensuite expliqué leur vote, celle de la République fédérale d'Allemagne exprimant des réserves quant au paragraphe 4 du dispositif, celle du Maroc quant à la mention du Sahara occidental au paragraphe 21 du dispositif et certains membres de la délégation japonaise en ce qui concerne la résolution dans son ensemble.

- b) Promotion et élaboration, aux niveaux national et international, de stratégies relatives à l'environnement afin de parvenir à un développement durable, tout en assurant la protection du patrimoine naturel et culturel du monde (Point 4)

La Conférence a consacré trois séances (matinée et après-midi du 13 avril et matinée du 14 avril) à l'étude de cette question à laquelle avaient contribué par des mémoires 14 Groupes nationaux (Allemagne (République fédérale d'), Bulgarie, Chypre, Espagne, Hongrie, Israël, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République arabe syrienne, Sénégal, Venezuela, URSS et Zimbabwe), ainsi que MM. Ch. Cornet d'Elzies (Belgique) et Y. Tavernier (France).

M. W. Mansfield III, Directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a ouvert le débat auquel ont ensuite pris part 82 orateurs membres des Groupes nationaux et des organisations internationales présentes. A la fin du débat, les divers projets de résolution ont été soumis à la III^e Commission pour examen et rapport (voir Section F).

Lors de sa dernière séance plénière, tenue l'après-midi du 16 avril, la Conférence a entendu le rapport de la III^e Commission présenté par Mme L. Fischer (République fédérale d'Allemagne), et a adopté par consensus le projet de résolution préparé par la Commission (voir Annexe X pour le texte de la résolution).

- c) Débat général sur la situation politique, économique et sociale dans le monde (Point 5)

La Conférence a consacré trois séances (après-midi du 14 avril et matinée et après-midi du 15 avril) à ce débat pour lequel 105 orateurs étaient inscrits.

- d) Perspectives de paix, de démocratie et de développement économique et social en Amérique centrale (Point 8 supplémentaire)

Ayant décidé d'inscrire ce point supplémentaire à son ordre du jour, la Conférence en a confié l'examen à la I^{ère} Commission (voir Section F), fixant le délai de dépôt des projets de résolution sur ce point au 12 avril à 14 heures.

Lors de sa dernière séance plénière, la Conférence, après avoir entendu le rapport de M. J.F. Lopes Vidaurre (Guatemala), Rapporteur de la I^{ère} Commission, a adopté par consensus le projet de résolution préparé par celle-ci (voir Annexe XI pour le texte de la résolution). La délégation de Cuba a ensuite expliqué pourquoi elle n'avait pas représenté un amendement qu'elle avait soumis en Commission sur la situation au Panama.

3. PROPOSITION D'AMENDEMENT DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 23 DES STATUTS

Lors de sa dernière séance, la Conférence a pris acte du fait que le Groupe canadien avait retiré sa proposition d'amendement afin de présenter lors de la 80e Conférence un texte révisé tenant compte des propositions adoptées lors de la réunion des femmes parlementaires.

4. ELECTION AU COMITE EXECUTIF

Sur la proposition du Conseil interparlementaire, la Conférence a élu par acclamation M. M.A. Martinez (Espagne) au Comité exécutif pour une période de quatre ans.

F. REUNIONS DES COMMISSIONS

Ière COMMISSION

(Commission pour les questions politiques, la sécurité internationale et le désarmement)

La Ière Commission s'est réunie les 12, 13 et 15 avril sous la conduite de son Président, M. M.A. Martinez (Espagne).

1. Premier point examiné : Perspectives de paix, de démocratie et de développement économique et social en Amérique centrale

Inscrit à l'ordre du jour de la 79e Conférence (voir section E), ce point supplémentaire a été renvoyé pour examen à la Ière Commission, conformément aux dispositions de l'article 15.2 du Règlement de la Conférence.

a) Documents dont la Commission était saisie :

- trois projets de résolution présentés conjointement par les Groupes de la République fédérale d'Allemagne et de la Norvège; conjointement par les Groupes de la Bolivie, du Guatemala, du Nicaragua, du Panama, du Pérou et de la République dominicaine; et par le Groupe du Guatemala
- des amendements au projet de la République fédérale d'Allemagne et de la Norvège présentés par les Groupes du Costa Rica, de Cuba, des Etats-Unis d'Amérique, du Nicaragua, du Panama, conjointement par les Groupes de la Suède et de la Suisse, et par le Groupe suisse

- b) Examen du point : Dans la matinée du 12 avril, la Commission a procédé à un débat sur ce point, auquel ont pris part des délégués de 23 Groupes nationaux et un observateur. Elle a désigné ensuite un comité de rédaction composé de représentants des Groupes des 11 pays suivants : Allemagne (République fédérale d'), Canada, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Maroc, Nicaragua, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, Venezuela et Zimbabwe. Le comité a siégé toute la journée du lendemain, 13 avril, sous la conduite de M. J.F. Lopes Vidaurre (Guatemala) désigné Président. Sur la base du projet de résolution des Groupes de la République fédérale d'Allemagne et de la Norvège, choisi par consensus, le comité a procédé à de longues délibérations sur les divers amendements dont il était saisi, notamment sur la pertinence d'une référence à la situation au Panama. A l'issue de ses travaux qui n'ont donné lieu à aucun vote, le comité a adopté un texte de synthèse par consensus. Présenté à la Commission dans l'après-midi du 15 avril, ce texte a fait l'objet de trois propositions d'adjonction de paragraphes et de deux propositions de remplacement de paragraphes. Les quatre premières ont été adoptées à l'unanimité et la dernière, présentée par le Groupe cubain sur la situation au Panama, n'a pas été approuvée par suite d'un partage égal des voix. La Commission a finalement adopté à l'unanimité le texte, tel qu'amendé. M. J.F. Lopes Vidaurre a été désigné Rapporteur devant la 79e Conférence.

2. Deuxième point examiné : Paix et développement dans le monde par l'instauration, dans les relations entre Etats, d'un climat de confiance qui conduise à l'adoption de conceptions militaires purement défensives

a) Documents dont la Commission était saisie :

- Vingt et un projets de résolution présentés par les Groupes nationaux de l'Allemagne (République fédérale d'), de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, de l'Egypte, de la Hongrie, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), du Maroc, du Nicaragua, de la République démocratique allemande, de la Roumanie, du Royaume-Uni, du Sénégal, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie, de l'URSS, de la Yougoslavie, du Zaïre et du Zimbabwe, ainsi que par M. A. Fosset (France)

- b) Examen du point : Lors de sa réunion tenue dans la matinée du 13 avril, la Commission a désigné un comité de rédaction composé de représentants des Groupes nationaux de l'Argentine, de l'Australie, de l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande, de la Suisse, de l'URSS, de la Yougoslavie et du Zaïre. Le comité de rédaction a commencé ses travaux dans la matinée même en désignant MM. M. Mejak (Yougoslavie) et H. Ott (Suisse), Président et Rapporteur, respectivement, et en choisissant le projet de résolution du Groupe yougoslave comme texte de base. Il a délibéré ensuite pendant 9 heures et demie au total, les 13 et 14 avril, tirant des éléments des autres documents, essentiellement du projet du Groupe suisse, pour élaborer un texte de synthèse. Présenté à la Ière Commission dans la matinée du 15 avril, ce texte a fait l'objet d'amendements présentés par quatre délégations (Algérie, Egypte, Iran (République islamique d') et Royaume-Uni), qui ont été adoptés à la suite d'un vote. Puis la Commission a adopté à l'unanimité l'ensemble du projet de résolution et a désigné M. Ott Rapporteur devant la 79e Conférence.

3. Election du Bureau

Lors de sa réunion du 15 avril, la Commission a réélu par acclamation M. M.A. Martinez (Espagne) Président puis MM. E. Poppe (République démocratique allemande) et L. Mallekh (Tunisie) vice-Présidents pour la période allant de la 79e à la 81e Conférence.

IIIe COMMISSION

(Commission pour les questions économiques, sociales, culturelles et de l'environnement)

La IIIe Commission s'est réunie les 14 et 16 avril sous la conduite de M. R. Batayneh (Jordanie), vice-Président.

1. Point examiné : Promotion et élaboration, aux niveaux national et international, de stratégies relatives à l'environnement afin de parvenir à un développement durable, tout en assurant la protection du patrimoine naturel et culturel du monde

a) Documents dont la Commission était saisie :

- vingt et un projets de résolution présentés par les Groupes de l'Allemagne (République fédérale d'), de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, de Cuba, de l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, du Guatemala, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Italie, du Maroc, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, du Sénégal, de la Suisse, de l'URSS, du Venezuela et du Zimbabwe, ainsi que par M. Y. Tavernier (France)

- b) Examen du point : Lors de sa réunion tenue dans l'après-midi du 14 avril, la Commission a désigné un comité de rédaction composé de représentants des Groupes nationaux de l'Allemagne (République fédérale d'), du Canada, de l'Egypte, de l'Indonésie, de l'Italie, de la Jordanie, du Maroc, de la Norvège, de la Tchécoslovaquie, du Venezuela et du Zimbabwe. Le comité de rédaction a commencé ses travaux dans l'après-midi même en élisant Mme L. Fischer (République fédérale d'Allemagne) Présidente et en choisissant le projet de résolution du Groupe norvégien comme texte de base pour ses délibérations qui ont duré toute la journée du lendemain. M. C. Caccia (Canada), désigné Rapporteur, a présenté à la Commission plénière le texte de synthèse du comité dans la matinée du 16 avril, qui a alors fait l'objet des amendements suivants, tous deux adoptés : insertion d'un nouveau paragraphe comme deuxième paragraphe du préambule, proposée par le Groupe des Etats-Unis d'Amérique, et insertion d'un nouveau paragraphe 4 au dispositif sous le titre de "Rôle de l'Assemblée générale des Nations Unies", proposée par le Groupe de l'URSS. Par la suite, le projet de résolution a été adopté sans vote, et Mme L. Fischer désignée Rapporteur devant la 79e Conférence.

2. Election du Bureau

Lors de sa réunion du 16 avril, la Commission a élu Mme R. Laurila (Finlande) Présidente par 23 voix (contre 14 pour l'autre candidat) puis a réélu par acclamation M. R. Batayneh (Jordanie) et élu M. Ch. Cornet d'Elzies (Belgique) vice-Présidents pour la période allant de la 79e à la 81e Conférence.

G. COMITE SPECIAL SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DES PARLEMENTAIRES

Le Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires a tenu sa 41e session à Guatemala du 12 au 14 avril 1988. MM. S.N. Sinha (Inde), Président du Comité, K. de Vries (Pays-Bas), Vice-Président, et S. Barcs (Hongrie), Romandeke Bonyeka (Zaïre) et C. Canache Mata (Venezuela), membres titulaires, ont pris part à la session au cours de laquelle le Comité a examiné à huis clos la situation individuelle de 114 parlementaires et anciens parlementaires de 13 pays, et a établi des contacts directs avec les délégations de 8 pays participant aux réunions interparlementaires de Guatemala.

Le 16 avril 1988, le Comité a présenté au Conseil interparlementaire un rapport relatif à la situation de 81 parlementaires et anciens parlementaires de 8 pays (voir section D). Il a informé le Conseil que, depuis la session tenue à Bangkok en octobre 1987, il avait reçu des communications concernant pas moins de 20 nouveaux cas dans 6 pays. Au cours de la même période, il avait pris connaissance de la libération de 18 parlementaires et anciens parlementaires dans 7 pays (parmi ces cas, 11 cas de détention sans inculpation ni jugement, dans 5 pays, n'avaient pas donné lieu à un rapport public au Conseil) et il avait en outre pris connaissance du fait que 8 anciens parlementaires exilés avaient pu retourner dans leur pays. Le Conseil a été en mesure de clore les dossiers relatifs à 41 situations individuelles au Chili, en Somalie, en Turquie, au Viet Nam et au Yémen démocratique.

Le Comité a une nouvelle fois souligné l'importance de l'action des Groupes nationaux pour assurer le respect des droits de l'homme des parlementaires qui se trouvent en difficulté et il a vivement remercié tous les Groupes qui soutiennent activement ses travaux.

H. REUNION DES GROUPES PARTICIPANT AU PROCESSUS DE LA CSCE

Les représentants des Groupes nationaux de l'Europe, du Canada et des Etats-Unis d'Amérique se sont réunis, à l'occasion de la Conférence, le mercredi 13 avril à 15 heures, sous la présidence de Mme M. Geiger (République fédérale d'Allemagne).

Après avoir entendu un rapport oral du Secrétaire général de l'Union, les participants ont débattu des activités de mise en oeuvre des recommandations de la VIe Conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité européennes (Bonn, 26-31 mai 1986), depuis la session de Bangkok. Au cours de l'échange de vues sur l'état d'avancement du processus de la CSCE, les participants ont exprimé leur préoccupation quant aux difficultés et ralentissements auxquels le processus semble être confronté et ont lancé l'appel suivant :

"Réunis à l'occasion de la 79e Conférence interparlementaire à Guatemala, les délégations parlementaires des pays participant au processus de la CSCE, préoccupés par les difficultés et les ralentissements auxquels ce processus semble en ce moment être confronté, et ce malgré l'esprit de détente régnant actuellement dans les relations internationales, exhortent leurs Gouvernements respectifs et encouragent leurs ambassadeurs à Vienne de tout mettre en oeuvre pour assurer, par des progrès tangibles dans les trois "corbeilles", le succès de la CSCE."

Les participants ont examiné ensuite le rapport du Groupe de travail chargé d'organiser un débat télévisé sur des questions relatives à la coopération et à la sécurité européennes (Genève, 10-11 mars 1988) et ont décidé que le thème du premier programme télévisé devrait comporter un volet distinct sur la question des droits de l'homme. Ils ont approuvé aussi les recommandations du Groupe de travail concernant les mesures à prendre pour avancer le projet et son financement. Il a été décidé que le Groupe de travail poursuivrait sa tâche pour faire rapport sur ses conclusions lors de la réunion que tiendront les Groupes participant à la CSCE à l'occasion de la 80e Conférence à Sofia.

Les délégués ont procédé ensuite à un large échange de vues sur les préparatifs de la VIIe Conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité européennes qui aura lieu à Bucarest et ont accepté la proposition de la délégation roumaine que cette Conférence se tienne du 22 au 27 mai 1989 suivant les modalités d'organisation de la Conférence de Bonn. Certains délégués ont estimé que la question de l'accélération du rythme des Conférences interparlementaires sur la coopération et la sécurité européennes devrait figurer à l'ordre du jour de la Conférence de Bucarest. Les participants ont pris note des incidences financières de cette Conférence.

La délégation bulgare a invité les parlementaires des pays participants à une réunion à Sofia, du 30 mai au 3 juin 1988, dont le thème est la création de zones exemptes d'armes nucléaires et chimiques dans les Balkans et d'autres parties de l'Europe. Certaines délégations ont exprimé leur intérêt pour cette réunion et leur intention d'y participer et d'autres ont exprimé des réserves à ce sujet.

I. REUNION DES FEMMES PARLEMENTAIRES

Trente-quatre femmes parlementaires, de 25 pays, se sont réunies le dimanche 10 avril à La Antigua, sous la présidence de Mme M. Molina Rubio, membre du Congrès du Guatemala et membre du Comité exécutif de l'Union interparlementaire. Il s'agissait de parlementaires des pays suivants : Allemagne (Republique fédérale d'), Canada, Chine, Congo, Costa Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Guatemala, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Mexique, Népal, Nicaragua, Norvège, Pakistan, République de Corée, République démocratique allemande, République dominicaine, Royaume-Uni, Suède, Turquie, URSS et Zaïre.

A l'ouverture des travaux, Mme R. Brandon de Cerezo, épouse du Président de la République, a souhaité aux participantes la bienvenue au Guatemala et leur a fait part de ses vues concernant la condition de la femme.

Les femmes parlementaires ont débattu des moyens d'améliorer leur participation aux activités de l'Union interparlementaire, et ont longuement débattu à ce sujet d'une proposition d'amendement aux Statuts de l'Union interparlementaire, présentée par le Groupe du Canada; elles ont unanimement proposé un sous-amendement à celui-ci (voir sections D et E). Elles ont débattu de la question de la participation des femmes aux activités politiques et au processus de prise de décisions ainsi que du lieu, de la date et des modalités du "Symposium interparlementaire sur la participation des femmes au processus de prise de décisions dans la vie politique et parlementaire", prenant acte de l'invitation du Groupe de l'Espagne de tenir cette réunion à Madrid en octobre 1989 (voir section D).

J. REUNION INFORMELLE SUR LA SANTE ET LE BIEN-ETRE DES PERSONNES AGEES

Une réunion informelle sur la santé et le bien-être des personnes âgées s'est tenue jeudi 12 avril 1988 à 16 heures sous la présidence de M. C. Pepper, Président du Groupe des Etats-Unis d'Amérique. Ont participé à cette réunion des parlementaires originaires de 30 pays ainsi que des représentants du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Parlement latino-américain.

Les participants ont envisagé divers aspects des soins de santé à long terme dont les personnes âgées ont besoin, c'est-à-dire les services sanitaires et sociaux mis à la disposition des personnes de plus de 65 ans atteintes d'une maladie chronique ou de troubles de la motricité. Ils ont décidé par consensus de recommander aux organes directeurs de l'Union d'autoriser le Secrétariat à organiser une autre réunion informelle sur ce thème lors la prochaine Conférence, qui aura lieu à Sofia, et de réaliser une enquête sur les organes parlementaires qui traitent de la santé et du bien-être des personnes âgées.

**ETAT DES MEMBRES DE L'UNION
AU 16 AVRIL 1988**

Albanie, Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gabon, Grèce, Guatemala, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Papouasie Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique allemande, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, URSS, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe

**RESULTATS DE LA CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE SUR L'ABUS ET
LE TRAFIC ILLICITE DES DROGUES DANS L'HEMISPHERE OCCIDENTAL**

(Caracas, 9-13 novembre 1987)

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142 session (Guatemala, 16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

ayant examiné les résultats de la Conférence interparlementaire sur l'abus et le trafic illicite des drogues dans l'hémisphère occidental, qui s'est tenue du 9 au 13 novembre 1987 à Caracas et qui était organisée par l'Union en coopération avec les Nations Unies et avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Parlement latino-américain,

1. exprime sa gratitude au Groupe national du Venezuela, hôte de la Conférence, pour l'accueil cordial et la chaleureuse hospitalité qu'il a offerts aux participants;
2. remercie les Nations Unies de leur actif et généreux soutien à toutes les étapes du projet;
3. fait siennes la Déclaration finale et les Recommandations adoptées par la Conférence et recommande en vue de leur application les propositions suivantes à l'attention spéciale des Parlements nationaux :
 - a) les paragraphes 13, 29 et 30, par lesquels la Conférence invite les Gouvernements de l'hémisphère occidental à continuer de ratifier et à appliquer effectivement les conventions internationales sur la lutte contre la drogue, et à participer activement à l'élaboration d'une nouvelle convention sur la lutte contre le trafic illicite des drogues;
 - b) le paragraphe 64 c) relatif à la convocation de conférences sur le même thème dans d'autres régions du monde, à la demande des Groupes nationaux concernés;
 - c) le paragraphe 64 relatif à toutes les mesures de suivi qui doivent être prises, en particulier dans l'hémisphère occidental;
4. recommande en particulier que les Parlements du monde entier célèbrent le 26 juin 1988 la Journée internationale pour la lutte contre l'abus des drogues.

ORDRE DU JOUR DE LA 80e CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE

(Sofia, 19-24 septembre 1988)

1. Election du Président et des Vice-Présidents de la Conférence
2. Amendement à l'article 23.2 des Statuts
Proposition du Groupe canadien
3. Prise en considération d'éventuelles demandes d'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour
4. Action des Parlements pour développer la coopération internationale dans le domaine humanitaire et pour aligner les législations nationales sur les normes, les principes et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme
5. Contribution des Parlements à la mise en application des résolutions des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux territoires coloniaux, et à l'élimination du colonialisme, du racisme et de l'apartheid
6. Débat général sur la situation politique, économique et sociale dans le monde
7. Elections au Comité exécutif

Sur proposition du Conseil interparlementaire, la Conférence sera appelée à élire trois membres du Comité exécutif pour remplacer MM. R. Bitat (Algérie), R. Carpio-Castillo (Venezuela) et C. Pepper (Etats-Unis d'Amérique), dont le mandat viendra à échéance lors de la 80e Conférence.

**LISTE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET AUTRES ENTITES
INVITEES A SUIVRE, EN QUALITE D'OBSERVATEURS,
LES TRAVAUX DE LA 80e CONFERENCE**

A. Organisation des Nations Unies

Organisation internationale du travail (OIT)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture (FAO)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et
la culture (UNESCO)

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Banque internationale pour la reconstruction et le
développement (BIRD)

Fonds monétaire international (FMI)

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
(CNUCED)

B. Conseil de l'Europe

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Ligue des Etats arabes

Organisation des Etats américains (OEA)

Organisation de l'unité africaine (OUA)

Système économique latino-américain (SELA)

Parlement latino-américain

Parlement andin

Union des parlementaires asiatiques et du Pacifique

Association parlementaire du Commonwealth

Association internationale des parlementaires de langue
française (AIPLF)

Union interparlementaire arabe

Union des Parlements africains (UPA)

Organisation interparlementaire de l'ASEAN

Association parlementaire pour la coopération euro-arabe

Association de parlementaires d'Europe occidentale contre l'apartheid
(AWEPA)

C. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU)
Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

D. Conseil national palestinien
South West Africa People's Organization (SWAPO)

Organisation invitée à suivre les travaux de la Conférence en fonction des points inscrits à l'ordre du jour :

Amnesty International

**CALENDRIER DES REUNIONS INSCRITES AU PROGRAMME DE L'UNION
POUR LA PERIODE ALLANT DE JUIN 1988 A SEPTEMBRE 1992**

<u>1988</u>	<u>Juin/Juillet</u> 27 - 1	BRAZZAVILLE	Conférence interparlementaire sur : "La santé - base du développement en Afrique"
	<u>Juillet</u> 11 - 14	GENEVE (Siège)	Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (42e session) (à huis clos)
	<u>Septembre</u> 16, 17 et 22 18	SOFIA	Comité exécutif (204e session) Réunion des femmes parlementaires présentes à Sofia
	19 et 24		Conseil interparlementaire (143e session)
	19 - 24		80e Conférence interparlementaire
	20 - 22		Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (43e session) (à huis clos)
	20		Réunion informelle sur la santé et le bien-être des personnes âgées
	21		Réunion des Groupes européens Canada et des Etats-Unis d'Amérique
	<u>Octobre</u> Date à préciser	NEW YORK	Réunion de parlementaires assistant à l'Assemblée générale des Nations Unies (43e session)
	<u>Fin octobre - début novembre</u> Dates à préciser	GENEVE (Siège)	Séminaire d'information sur le fonctionnement de l'Union
<u>1989</u>	<u>Février</u> Dates à préciser	GENEVE (Siège)	Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (44e session) (à huis clos)
	<u>Mars</u> 13 - 14	BUDAPEST	81e Conférence interparlementaire

<u>Avril</u> Dates à préciser	LA HAYE	Conférence parlementaire sur la tourisme
<u>Mai</u> 22 - 27	BUCAREST	VIIe Conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité européennes
<u>Juin/Juillet</u> Dates à préciser	GENEVE Siège)	Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (46e session (à huis clos)
<u>Septembre</u> 4 - 9	LONDRES	82e Conférence interparlementaire
<u>Octobre</u> 1ère quinzaine	MADRID	Symposium sur la "Participation des femmes au processus de prise de décisions dans la vie politique et parlementaire
<u>1990</u> <u>Septembre</u>	NICOSIE	84e Conférence interparlementaire
<u>1992</u> <u>Septembre</u>	MADRID	88e Conférence interparlementaire

CELEBRATION DU 40e ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION
UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire,
lors de sa 142e session (Guatemala, 16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

considérant que le 40e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme sera célébré le 10 décembre 1988,

soulignant la valeur universelle, l'actualité et le caractère non discriminatoire des principes énoncés dans la Déclaration,

réaffirmant l'importance que l'Union interparlementaire attache au respect, à la protection et à la promotion des droits de l'homme dans tous les pays ainsi que dans tous les territoires sous domination raciale ou coloniale, en accord avec les principes énoncés dans la Déclaration, et ayant à l'esprit, plus spécialement la résolution relative aux droits de l'homme et à la question des réfugiés adoptée par la 78e Conférence interparlementaire en octobre 1987,

conscient de la responsabilité particulière qui incombe aux Parlements de garantir que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont pleinement respectés grâce à l'adoption d'une législation cohérente et adéquate,

déplorent que des millions de personnes dans le monde continuent d'être victimes de violations des droits de l'homme,

1. souligne l'importance et la valeur de l'action conduite par l'Union interparlementaire depuis sa création, il y a 100 ans, pour promouvoir la cause des droits de l'homme et, plus spécialement de ses travaux pour la défense des droits des parlementaires, menés avec succès sur la base des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;
2. recommande que chaque Parlement commémore, par un acte spécial, le 40e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1988, et encourage tous les Parlements à marquer l'année 1988 par des efforts et initiatives particuliers pour garantir la réalisation effective des principes énoncés dans la Déclaration;
3. prie instamment les Groupes nationaux d'encourager leur Parlement et leur Gouvernement à veiller à la mise en oeuvre effective des résolutions concernant les droits de l'homme adoptées par l'Union interparlementaire et par l'Organisation des Nations Unies;

4. réaffirme la nécessité de ratifier les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux de droits de l'homme ouverts à la ratification, et invite les Groupes nationaux des Etats qui n'ont pas encore ratifié ces instruments à prendre des dispositions en vue d'assurer cette ratification dès que possible ainsi que l'adoption de la législation correspondante;
5. invite les Parlements à soutenir les activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de droits de l'homme et, notamment, à réserver un accueil favorable aux propositions dont ils pourraient être saisis en application du programme de services consultatifs et d'assistance technique pour la promotion d'infrastructures nationales de droits de l'homme, récemment instauré par les Nations Unies.

**LE ROLE DES PARLEMENTAIRES POUR APPUYER LE SOULEVEMENT
DU PEUPLE PALESTINIEN CONTRE L'OCCUPATION ISRAËLIENNE
EN VUE DE LA REALISATION DE SES DROITS INALIÉNABLES**

Vote sur la demande d'inscription de ce point
supplémentaire à l'ordre du jour de la Conférence

Résultats du vote

Voix positives 553
Voix négatives 224
Abstentions 327
Total des voix positives et négatives. 777
Majorité des deux-tiers 518

	OUI	NON	ABS		OUI	NON	ABS		OUI	NON	ABS
Algérie	14	-	-	Guatemala	-	-	12	Pologne	13	-	-
Allemagne (Rép.féd)	-	18	-	Honduras	-	-	11	Portugal	-	-	12
Angola	-	-	absent	Hongrie	13	-	-	Rép.ar.syrienne	13	-	-
Argentine	-	-	15	Inde	23	-	-	Rép. de Corée	-	-	16
Australie	-	6	7	Indonésie	21	-	-	Rép.dém.allemande	13	-	-
Autriche	-	12	-	Iran (Rép.islam.)	16	-	-	Rép.pop.dém.Corée	13	-	-
Belgique	-	12	-	Iraq	13	-	-	Roumanie	10	-	-
Bolivie	-	-	12	Irlande	-	-	11	Royaume-Uni	-	17	-
Brésil	-	-	18	Islande	-	9	-	Rwanda	11	-	-
Bulgarie	12	-	-	Israël	-	11	-	Sénégal	12	-	-
Canada	-	12	-	Italie	5	-	12	Soudan	14	-	-
Cap-Vert	-	-	absent	Japon	-	-	20	Sri Lanka	-	-	absent
Chine	23	-	-	Jordanie	10	-	-	Suède	-	12	-
Chypre	9	-	-	Liban	9	-	-	Suisse	-	12	-
Colombie	-	-	14	Luxembourg	-	-	9	Suriname	-	-	9
Congo	11	-	-	Malaisie	13	-	-	Tchécoslovaquie	13	-	-
Costa Rica	-	10	-	Malawi	-	-	12	Thaïlande	7	10	-
Côte d'Ivoire	-	-	10	Maroc	-	-	absent	Togo	-	-	10
Cuba	13	-	-	Mexique	-	-	16	Tunisie	12	-	-
Danemark	-	12	-	Mongolie	10	-	-	Turquie	17	-	-
Egypte	17	-	-	Mozambique	13	-	-	URSS	22	-	-
El Salvador	-	-	11	Népal	-	-	13	Uruguay	2	-	8
Emir.arabes unis	9	-	-	Nicaragua	10	-	-	Venezuela	-	-	13
Equateur	-	-	11	Norvège	-	11	-	Viet Nam	17	-	-
Espagne	-	-	15	Nouvelle-Zélande	-	10	-	Yémen	-	-	absent
Et.U.d'Amérique	-	20	-	Pakistan	19	-	-	Yémen démocrat.	10	-	-
Finlande	-	11	-	Paraguay	-	-	absent	Yougoslavie	14	-	-
France	-	-	10	Pays-Bas	-	13	-	Zaire	6	6	-
Gabon	-	-	9	Pérou	-	-	11	Zambie	12	-	-
Grèce	10	-	-	Philippines	17	-	-	Zimbabwe	12	-	-

N.B. Cette liste ne comprend pas les délégations présentes à la Conférence qui ne pouvaient pas participer aux votes en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 5 des Statuts.

PERSPECTIVES DE PAIX, DE DEMOCRATIE ET DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL EN AMERIQUE CENTRALE

Vote sur la demande d'inscription de ce point
supplémentaire à l'ordre du jour de la Conférence

Résultats du vote

Voix positives 883
Voix négatives 121
Abstentions 84
Total des voix positives et négatives . 1004
Majorité des deux-tiers 670

	OUI	NON	ABS		OUI	NON	ABS		OUI	NON	ABS
Algérie	-	14	-	Guatemala	12	-	-	Pologne	13	-	-
Allemagne(Rép.féd)	18	-	-	Honduras	11	-	-	Portugal	12	-	-
Angola	absent	-	-	Hongrie	13	-	-	Rép.ar.syrienne	-	13	-
Argentine	15	-	-	Inde	23	-	-	Rép. de Corée	10	-	-
Australie	13	-	-	Indonésie	21	-	-	Rép.dém.allemande	13	-	-
Autriche	12	-	-	Iran (Rép.islam.)	8	-	8	Rép.pop.dém.Corée	13	-	-
Belgique	12	-	-	Iraq	-	13	-	Roumanie	10	-	-
Bolivie	12	-	-	Irlande	11	-	-	Royaume-Uni	17	-	-
Brésil	10	-	-	Islande	9	-	-	Rwanda	11	-	-
Bulgarie	12	-	-	Israël	11	-	-	Sénégal	12	-	-
Canada	12	-	-	Italie	17	-	-	Soudan	-	14	-
Cap-Vert	absent	-	-	Japon	20	-	-	Sri Lanka	absent	-	-
Chine	23	-	-	Jordanie	-	10	-	Suède	12	-	-
Chypre	3	-	6	Liban	-	9	-	Suisse	12	-	-
Colombie	14	-	-	Luxembourg	9	-	-	Suriname	9	-	-
Congo	11	-	-	Malaisie	13	-	-	Tchécoslovaquie	13	-	-
Costa Rica	10	-	-	Malawi	-	-	12	Thaïlande	17	-	-
Côte d'Ivoire	10	-	-	Maroc	absent	-	-	Togo	10	-	-
Cuba	13	-	-	Mexique	16	-	-	Tunisie	-	12	-
Danemark	12	-	-	Mongolie	10	-	-	Turquie	17	-	-
Egypte	-	17	-	Mozambique	-	-	13	URSS	22	-	-
El Salvador	11	-	-	Népal	13	-	-	Uruguay	10	-	-
Emir.arabes unis	-	9	-	Nicaragua	10	-	-	Venezuela	13	-	-
Equateur	11	-	-	Norvège	11	-	-	Viet Nam	17	-	-
Espagne	15	-	-	Nouvelle-Zélande	10	-	-	Yémen	absent	-	-
Et.U.d'Amérique	20	-	-	Pakistan	-	-	19	Yémen démocrat.	-	10	-
Finlande	11	-	-	Paraguay	absent	-	-	Yougoslavie	-	-	14
France	15	-	-	Pays-Bas	13	-	-	Zaire	12	-	-
Gabon	9	-	-	Pérou	11	-	-	Zambie	12	-	-
Grèce	10	-	-	Philippines	10	-	-	Zimbabwe	-	-	12

N.B. Cette liste ne comprend pas les délégations présentes à la Conférence qui ne pouvaient pas participer aux votes en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 5 des Statuts.

PAIX ET DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE PAR L'INSTAURATION,
DANS LES RELATIONS ENTRE ETATS, D'UN CLIMAT DE CONFIANCE QUI
CONDUISE A L'ADOPTION DE CONCEPTIONS MILITAIRES PUREMENT DEFENSIVES

(Résolution adoptée sans vote*)

La 79e Conférence interparlementaire,

ayant à l'esprit le fait que l'instauration d'un climat de confiance entre les peuples et les Etats par la promotion d'une coopération générale fondée sur les principes de la Charte des Nations Unies, est une condition indispensable pour instaurer une paix durable et garantir la sécurité de tous dans le monde profondément divisé d'aujourd'hui,

reconnaissant que le maintien de la paix et de la stabilité internationales est la principale condition préalable au développement économique et social de tous les peuples,

consciente que l'instauration de ce climat de confiance est étroitement liée au progrès économique et à la prospérité générale, ainsi qu'à l'utilisation des ressources libérées par le désarmement et consacrées à l'instauration d'une paix fondée sur le développement général de tous les peuples, et des pays en développement en particulier,

convaincue que de nos jours, seuls des moyens politiques et les efforts conjoints de tous les Etats devraient garantir à tous les pays la sécurité dans les relations internationales, sous toutes leurs formes,

soulignant qu'il ne faudrait jamais déclencher de guerre nucléaire, et qu'une telle guerre ne saurait avoir de vainqueur,

comprenant que le fait nucléaire exige l'instauration, à l'échelle mondiale, d'un climat de confiance excluant une nouvelle escalade dans l'armement nucléaire,

reconnaissant que l'établissement d'un système de mesures de confiance et de sécurité est la condition même du désarmement,

se félicitant de la signature entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, qui crée une situation géostratégique nouvelle, caractérisée par la détente et appelant une réaction constructive de toutes les nations, et qui démontre qu'il est possible de prendre des mesures de désarmement effectif et d'en définir les modalités de vérification,

* Des réserves ont été exprimées par la délégation de l'Allemagne (République fédérale d') sur le paragraphe 4 du dispositif, par la délégation marocaine sur la mention du Sahara occidental dans le cadre du paragraphe 21 du dispositif et par une partie de la délégation japonaise sur le texte de la résolution, sans indication des paragraphes visés.

soulignant le fait que le monde demeure confronté à l'existence d'importants arsenaux d'armes nucléaires et classiques, qui exigent au niveau international un redoublement d'efforts concertés visant essentiellement à l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires et des armes chimiques, à l'élimination des armes nucléaires tactiques, ainsi qu'à la réduction et l'élimination des armes nucléaires stratégiques et à la réduction progressive des armes classiques,

reconnaissant que le désarmement nucléaire et chimique ne suffit pas à instaurer un véritable système de mesures de confiance et de sécurité, mais que le désarmement relatif aux armes classiques et l'établissement d'un équilibre de ces armes sont également à l'ordre du jour,

réaffirmant que le désarmement nucléaire est d'abord la responsabilité des Etats dotés de l'arme nucléaire,

réitérant sa conviction que la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans diverses régions du monde est l'un des moyens les plus sûrs d'atteindre les objectifs de non-prolifération des armes nucléaires et de désarmement général et complet,

préconisant l'élaboration et l'introduction dans les politiques nationales de conceptions militaires défensives visant essentiellement à garantir une sécurité totale avec le moins d'armements possible, dans le cadre des efforts déployés pour réaliser le désarmement général et complet,

considérant que, si les doctrines et les conceptions politiques sont susceptibles d'évoluer rapidement, le potentiel militaire, lui, est fondé sur une disposition, un déploiement et une structure des forces, qui ne sauraient être modifiés que dans un délai beaucoup plus long,

soulignant que la seule recherche d'un équilibre quantitatif des forces armées et des systèmes militaires demeure insuffisante,

consciente du fait qu'il est impossible de classer schématiquement certains systèmes d'armement dans la catégorie "offensive" et d'autres dans la catégorie "défensive",

convaincue que la doctrine d'une sécurité fondée sur la supériorité des forces est à l'origine de l'accumulation et du perfectionnement des armements, notamment nucléaires, et constitue donc une menace pour la paix internationale,

soulignant le rôle important des Nations Unies en matière de désarmement,

réaffirmant le rôle de la Conférence du désarmement de Genève, seule réunion où le désarmement fasse l'objet de négociations multilatérales et la nécessité d'activer les travaux et négociations de cette Conférence,

convaincue de la nécessité de veiller à la complémentarité des négociations bilatérales et multilatérales sur le désarmement,

se félicitant, de ce fait, de la convocation de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement (31 mai - 25 juin 1988), lors de laquelle seront définis des

obligations et des objectifs précis pour tous les membres dans le cadre des activités bilatérales et multilatérales, et prenant acte de la stratégie de désarmement adoptée lors de la première session extraordinaire et de la nécessité d'adopter un programme complet de désarmement,

prenant note à cet égard de la Déclaration politique adoptée à Harare lors de la Huitième Conférence au sommet des pays non alignés et engageant notamment les Etats à renoncer au dangereux objectif de la sécurité individuelle, assurée par l'armement, et d'adhérer à l'objectif de la sécurité collective, assurée par le désarmement,

prenant également note de la Déclaration de Stockholm, adoptée le 21 janvier 1988, par les dirigeants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède, demandant aux Etats dotés d'armes nucléaires notamment de suspendre immédiatement tous les essais nucléaires,

saluant l'adoption du document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, tenue à New York en 1987, qui constitue un progrès marquant dans l'examen multilatéral, au niveau politique, de cette question qui revêt une importance croissante,

reconnaissant le lien étroit qui existe entre le désarmement, le développement et la sécurité,

se félicitant des progrès remarquables accomplis dans les négociations menées à la Conférence du désarmement de Genève sur l'élimination complète des armes chimiques,

consciente du rôle constructif que joue la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dans le renforcement de la sécurité et de la coopération sur ce continent et dans le monde entier,

soulignant que, depuis l'adoption, en 1986, du document de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe, un certain nombre de mesures envisagées dans ce document ont été appliquées avec succès, ce qui confirme son importance pour la promotion d'un climat de confiance accrue entre les Etats européens,

exprimant l'espoir que les principes et mesures convenus dans le cadre du processus de la CSCE s'appliqueront également à la Méditerranée,

rappelant avec force que le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales constituent l'une des bases d'une amélioration profonde des relations entre Etats,

fermement convaincue que la course aux armements a rendu plus difficile la stabilisation du système monétaire international et a faussé le développement des échanges internationaux, contrecarrant ainsi les efforts déployés pour instaurer un ordre économique juste et stable,

1. prie instamment les Parlements des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS d'approuver et de ratifier le Traité sur l'élimination des missiles soviétiques et américains à portée intermédiaire et à plus courte portée;
2. invite l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique à poursuivre résolument, et avec une persévérance plus grande encore, leurs négociations, en vue de conclure un accord portant sur une large réduction des armes stratégiques offensives et sur la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique;
3. exprime sa ferme conviction que tous les Etats dotés d'armes nucléaires devraient engager, au moment approprié, des négociations de fond qui aboutissent à l'élimination complète des armes nucléaires de la surface de la terre;
4. appuie fermement tous les efforts déployés pour réduire les déséquilibres et les asymétries existant dans certains domaines de l'armement et pour réduire le déséquilibre existant dans certains domaines de telle sorte que la partie qui a l'avantage dans un domaine réduise en conséquence, et recommande que tous les Etats et alliances militaires adoptent des doctrines militaires purement défensives (document du Sommet du Pacte de Varsovie du 29 mai 1987, Berlin, République démocratique allemande);
5. souligne le fait qu'une doctrine militaire purement défensive, pour favoriser la confiance mutuelle entre les Etats, doit également spécifier le type d'armement, la formation, la structure de commandement, la logistique, les manoeuvres et doit conduire les Etats à renoncer à agresser d'autres pays ou à occuper leurs territoires;
6. appuie l'idée de la création progressive d'une zone de confiance, de coopération et de relations de bon voisinage entre les Etats signataires du Pacte de Varsovie et les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord;
7. insiste particulièrement sur l'importance de strictes mesures de vérification afin de garantir que les doctrines militaires aboutissant à l'adoption d'une conception purement défensive entraînent bien des mesures efficaces de désarmement, et que toute capacité offensive soit détruite;
8. invite tous les Etats à mettre à la disposition du public des informations complètes sur la structure, la dimension et la composition de leurs forces armées;
9. prie instamment tous les Etats d'envisager l'application de mesures supplémentaires fondées sur les principes de franchise et de transparence, telles que la mise en place d'un système international uniformisant la présentation des dépenses militaires dans les rapports;
10. invite les Parlements et les Gouvernements à appuyer l'adoption, à bref délai, d'un traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires;

11. invite également tous les Etats, notamment les puissances nucléaires, à tout mettre en oeuvre et à faire preuve de bonne volonté afin que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui aura lieu du 31 mai au 25 juin 1988 à New York, trouve une heureuse conclusion;
12. lance un appel à tous les Etats pour qu'ils se conforment strictement au Protocole de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, et appuient l'adoption à bref délai, par la Conférence du désarmement de Genève, d'une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation de toutes les armes chimiques et sur leur destruction, ainsi que la présentation de cette convention à l'Assemblée générale des Nations Unies;
13. se félicite des résultats obtenus par la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe;
14. estime que le processus de désarmement relatif aux armes classiques en Europe devrait s'engager dès que possible sous les auspices de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE);
15. considère qu'il est nécessaire d'engager à bref délai des négociations concrètes sur le désarmement relatif aux armes classiques, avec la participation de tous les Etats et la pleine contribution des grandes puissances militaires et autres;
16. estime également qu'il conviendrait d'étendre à la Méditerranée et à d'autres régions du monde toutes les mesures de sécurité et de désarmement prises dans le cadre européen;
17. invite les Etats à reconnaître que l'adoption de doctrines de défense non offensives n'est pas seulement la méthode la plus propre à éliminer la méfiance réciproque dans les relations entre grandes puissances, mais que de telles doctrines sont valables dans toutes les régions du monde et que le moyen le plus adéquat est la création d'organes régionaux de négociation;
18. prie tous les Etats d'étendre les mesures de confiance et de sécurité au domaine politique et d'accorder une haute priorité au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à la lutte commune contre le terrorisme, y compris le terrorisme d'Etat, et à la coopération dans les domaines culturel et économique;
19. invite les Etats à envisager la mise sur pied d'un système généralement accepté de règlement pacifique des différends;
20. invite en outre tous les Parlements et tous les Gouvernements à déployer des efforts pour l'adoption, comme politique nationale, de conceptions militaires défensives fondées sur le principe de la sécurité totale avec le moins d'armement possible;

21. appelle les Gouvernements et les parties concernées, dans le cadre des mesures mondiales de confiance et de sécurité, à conjuguer leurs efforts sous les auspices des Nations Unies, en vue de résoudre les tensions et les conflits régionaux, tels que le conflit israélo-arabe et ceux de l'Iran et de l'Iraq, de l'Afrique australe, du Sahara occidental, de l'Amérique centrale, des îles Falkland (Malvinas) (y compris de faire cesser les manoeuvres militaires dans la région), et de l'Asie du Sud-Est, et d'éliminer les derniers vestiges du colonialisme dans le monde, conformément à la Charte et aux résolutions des Nations Unies;
22. appelle également les Gouvernements des pays développés à dégager par des mesures de désarmement des ressources additionnelles pour le développement des pays en développement;
23. demande la création, sous les auspices des Nations Unies, d'une institution spéciale, chargée d'étudier les moyens de consacrer les ressources humaines et matérielles libérées par l'adoption de doctrines militaires purement défensives, à la lutte mondiale contre la faim, le sous-développement et la dégradation de l'environnement;
24. recommande une disponibilité permanente au dialogue afin de renforcer la confiance mutuelle dans la recherche d'une solution à apporter aux problèmes de l'humanité.

PROMOTION ET ELABORATION, AUX NIVEAUX NATIONAL ET INTERNATIONAL,
DE STRATEGIES RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT AFIN DE PARVENIR A
UN DEVELOPPEMENT DURABLE, TOUT EN ASSURANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL DU MONDE

(Résolution adoptée par consensus)

La 79e Conférence interparlementaire,

préoccupée par la détérioration rapide de l'environnement, l'épuisement des ressources naturelles et génétiques, et l'aggravation des problèmes écologiques aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement qui ont des conséquences néfastes sur le développement économique et social,

également préoccupée par les signes récents de changement atmosphérique, en particulier par l'appauvrissement de la couche d'ozone qui menace le bien-être des populations de tous les pays,

rappelant les recommandations de la Conférence interparlementaire de 1984 sur l'environnement et les autres recommandations adoptées en 1987 par le Comité ad hoc chargé d'évaluer la mise en oeuvre des décisions de ladite Conférence,

rappelant également la résolution 42/187 adoptée le 11 décembre 1987 par l'Assemblée générale des Nations Unies et transmettant le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le désarmement intitulé "Notre avenir à tous" à tous les Gouvernements et aux organes directeurs des institutions, organismes et programmes des Nations Unies,

soulignant qu'un développement durable est un développement qui répond aux besoins de la présente génération sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs,

prie instamment les Parlements, les Gouvernements, les secteurs public et privé, les institutions et organes des Nations Unies de faire du développement durable leur principe directeur en tenant compte de l'analyse et des recommandations contenues dans le rapport "Notre avenir à tous".

POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS, IL CONVIENT DE PRENDRE LES MESURES
SUIVANTES :

A. Economie internationale, coopération et aide au développement

1. Tous les Gouvernements et toutes les institutions internationales devraient tenir compte, dans leurs délibérations et leurs décisions, de l'incidence des différentes tendances, politiques et mesures économiques internationales sur les perspectives de développement durable;

2. Tous les Gouvernements et organismes de crédit devraient adopter des mesures pour alléger et finalement supprimer la dette des pays en développement dans le besoin, et envisager la possibilité d'annuler ou de réduire la dette des pays qui s'engagent, en retour, à mettre en oeuvre des programmes de préservation de l'environnement;
3. Les Gouvernements devraient renforcer leur coopération en vue de recenser, d'analyser et de résoudre les problèmes internationaux de l'environnement et d'harmoniser autant que possible leurs politiques nationales de l'environnement afin de prévoir et de prévenir la détérioration de l'environnement;
4. Les Gouvernements devraient prévoir des incitations afin de protéger les forêts, en particulier les forêts tropicales, qui sont indispensables à la préservation d'un grand nombre d'espèces végétales et animales;
5. Les Gouvernements devraient préconiser le financement plus généreux et l'application du Plan d'action des Nations Unies pour lutter contre la désertification, ainsi que la promotion de la stratégie mondiale de la conservation, en reconnaissant que la pauvreté entraîne des problèmes tels que le surpâturage et le déboisement qui sont parmi les causes de la désertification.

B. Evaluation nationale, planification et politique commerciale

1. Les Gouvernements devraient définir un ensemble d'indicateurs rétrospectifs et anticipés en vue de pouvoir évaluer de façon efficace les conséquences écologiques des programmes et projets envisagés;
2. Les Gouvernements devraient mettre au point les méthodes nécessaires pour calculer et faire connaître le coût de la réparation des dégâts causés à l'environnement;
3. Les Gouvernements devraient s'efforcer de tenir compte des considérations écologiques dans leur politique en matière d'économie, de technologie, d'énergie, de transports, de commerce extérieur, d'industrie, d'affaires étrangères et de défense;
4. Les Gouvernements devraient revoir et réorienter leur politique d'aide au développement international dans leurs relations multilatérales et bilatérales, de telle sorte que cette politique contribue activement aux efforts déployés par la communauté internationale en vue d'un développement durable;
5. Les Gouvernements devraient évaluer, surveiller et faire connaître chaque année les changements survenus dans la quantité et la qualité de leurs ressources écologiques;
6. Les Gouvernements devraient formuler en matière de pêche, d'exploitation forestière, d'agriculture, d'énergie et d'autres ressources naturelles, des politiques qui soient de nature à assurer un développement durable;

7. Les Gouvernements devraient s'assurer que les plans d'utilisation des sols et d'aménagement urbain soient tous réexaminés dans l'optique d'un développement durable, que les zones urbaines existantes soient réaménagées en fonction de la proportion d'espaces verts par rapport au nombre d'habitants et encourager la construction de villes de taille moyenne;
8. Lors des négociations en vue d'une réforme du commerce mondial, les parties contractantes du GATT devraient élaborer des règles concernant la protection de l'environnement.

C. Rôle de l'Assemblée générale et des institutions des Nations Unies ainsi que des organisations régionales

1. Les Gouvernements devraient renforcer le rôle des organes et institutions des Nations Unies afin d'aider les pays en développement à recenser, analyser, suivre, prévenir et gérer leurs problèmes d'environnement et de ressources, compte tenu de leurs plans, priorités et objectifs de développement national;
2. Les Parlements et les Gouvernements devraient faire pression sur les organes directeurs des institutions des organisations et des programmes des Nations Unies de même que sur ceux d'autres institutions financières et organismes d'aide multilatérale au développement pour qu'ils s'engagent à favoriser un développement durable en établissant en conséquence leurs politiques, leurs programmes, leurs budgets et leurs activités;
3. Les Parlements et les Gouvernements devraient engager le Secrétaire général des Nations Unies à créer, en coopération avec les autres organisations internationales intéressées, un conseil spécial, composé de dirigeants de haut niveau et placé sous sa présidence, et qui serait chargé de la mise en application des politiques d'environnement au niveau mondial afin de contribuer à l'objectif du développement durable;
4. La Conférence se prononce en faveur de la proclamation en 1992 d'une Année internationale de la protection de la biosphère, à l'occasion du 20e anniversaire de la Conférence de Stockholm sur l'environnement.

D. Paix, course aux armements et désarmement

1. Les Gouvernements devraient poursuivre leurs efforts en vue de mettre en veilleuse la course aux armements, éliminer la menace de conflits armés, prévenir une catastrophe nucléaire et instaurer la stabilité politique et une atmosphère d'ouverture et de confiance dans le monde, conditions préalables à la sauvegarde de la nature sur la planète pour les générations présentes et futures ainsi qu'un développement socio-économique stable;
2. Les Gouvernements et les Parlements devraient intensifier leurs efforts en vue du désarmement, et en particulier du désarmement nucléaire, de l'élimination des foyers de tension dans le monde, du règlement des conflits internationaux et de l'affectation du développement durable des ressources actuellement consacrées aux armements;

3. Les parlementaires devraient tout mettre en oeuvre pour encourager toutes les nations à entamer un processus de désarmement semblable au processus de désarmement nucléaire engagé par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, qui porte sur les armes classiques, biologiques et chimiques pour aboutir à une réduction générale progressive et contrôlée des dépenses consacrées à la recherche et aux achats militaires et débloquent ainsi des ressources financières et humaines qui pourront être consacrées à la protection de l'environnement et au développement;
4. Les Parlements et les Gouvernements des pays concernés devraient garantir la non-militarisation et la non-nucléarisation de l'Antarctique par des systèmes de vérification efficaces, afin d'atténuer les risques de conflit dans la région et de protéger efficacement l'environnement de l'Antarctique qui constitue une entité fragile.

E. Dispositions légales

1. On incitera instamment les Parlements à demander à l'Assemblée générale des Nations Unies d'élaborer une déclaration universelle sur la protection de l'environnement, et de prendre les mesures nécessaires pour faire de la protection et de la préservation de l'environnement une exigence constitutionnelle;
2. Les parlementaires sont invités à prendre l'initiative de créer, dans leurs Parlements respectifs, des commissions spéciales sur l'environnement et le développement afin de garantir dans les plus brefs délais l'adoption de textes législatifs et réglementaires nécessaires pour la mise en application des divers instruments internationaux relatifs à la protection, à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

F. Politique énergétique, pollution, climat

1. Les Gouvernements devraient mettre en oeuvre des politiques énergétiques durables qui tiennent compte de la nécessité d'accroître suffisamment les sources d'approvisionnement en énergie pour satisfaire les besoins de l'humanité, de promouvoir une utilisation efficace et des économies d'énergie, d'insister sur la santé et la sécurité publiques de même que sur la protection de la biosphère; ils devraient en outre faire d'un haut rendement énergétique le but explicite de leur politique des prix en matière d'énergie;
2. Les Gouvernements et les organisations non gouvernementales de développement qui s'efforcent d'améliorer l'approvisionnement en bois de chauffage des pays en développement devraient redoubler d'efforts pour comprendre l'importance du bois de chauffage dans les régions rurales, les relations sociales qui président à sa production et à son utilisation, et les moyens d'en faire une ressource durable;
3. Les Parlements devraient attirer l'attention de leur Gouvernement sur la nécessité de mettre d'urgence sur pied des programmes nationaux d'énergie fondés sur un haut rendement énergétique accordant une importance accrue aux sources renouvelables;

4. On incitera instamment les Parlements à prévoir des contrôles sévères de la pollution atmosphérique produite par les véhicules à moteur et l'industrie, afin de protéger la santé des populations, en particulier des personnes âgées et des enfants et à favoriser des modes de transports consommant peu d'énergie;
5. On invitera instamment les parlementaires à presser leurs Gouvernements respectifs de lutter contre la pollution transfrontières conformément aux normes fixées dans le Protocole d'Helsinki (1985);
6. Les Gouvernements devraient donner la priorité à la formulation et à l'adoption d'une politique en matière de protection climatique permettant notamment :
 - i) d'accélérer la réalisation d'études menées pour faire comprendre le rôle des polluants dans l'atmosphère;
 - ii) de mesurer les facteurs contribuant à l'effet de serre, de trouver les sources d'émission et de déterminer les mesures à prendre à l'échelle internationale pour limiter ces émissions;
 - iii) de mettre au point une source d'énergie obtenue par fusion de l'hydrogène dans le cadre d'une stratégie visant à ralentir la consommation croissante de combustibles fossiles afin d'inverser la tendance générale actuelle au réchauffement;
 - iv) de favoriser la coopération internationale pour promouvoir une utilisation durable et la conservation des forêts tropicales et de prévoir des programmes d'indemnisation pour les pays concernés;
 - v) de prévoir des plans d'urgence pour permettre à chaque pays de réagir aux changements climatiques perceptibles à l'échelle de la planète et susceptibles d'avoir une incidence néfaste sur les zones arides, l'agriculture, les villes côtières, les forêts, etc.;
7. Les parlementaires devraient favoriser, dans leurs pays respectifs, une campagne destinée à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de la dégradation de l'environnement et du développement et, en particulier, de la pollution de la biosphère, avec les effets secondaires qu'elle comporte (appauvrissement de la couche d'ozone, pluies acides, effet de serre), du déboisement, et de la désertification;
8. Les parlementaires sont invités à presser le cas échéant leur Gouvernement de signer et en particulier de ratifier le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone, ou d'y adhérer, premier pas vers l'élimination complète et rapide de telles substances afin d'enrayer l'appauvrissement de la couche d'ozone.

G. Population

1. Les Gouvernements des pays en développement devraient définir une politique à long terme de régulation de la croissance démographique afin de ralentir cette croissance qui finit par se répercuter sur l'environnement;
2. Les parlementaires devraient demander à leurs Gouvernements de lancer des campagnes en faveur de la régulation des naissances par des mesures d'encouragement d'ordre social, culturel et économique et d'offrir l'éducation, les contraceptifs et les services appropriés à ceux qui en ont besoin.

H. Education

1. Les parlementaires sont invités à mettre sur pied des programmes de sensibilisation à l'environnement à tous les niveaux de scolarité, cette forme d'éducation étant le meilleur moyen de faire comprendre la complexité et la nature multidisciplinaire de l'environnement du fait de l'interaction existant entre ses dimensions physique, biologique, sociale, économique et culturelle;
2. Si l'on veut que les stratégies destinées à combattre les problèmes de l'environnement soient efficaces, en particulier à l'échelle nationale, les Parlements et les Gouvernements devraient lancer des campagnes d'éducation, de formation et de sensibilisation des collectivités locales afin que celles-ci comprennent les problèmes et s'associent à la protection et à la préservation de l'environnement et du patrimoine culturel;
3. Les parlementaires devraient inciter les Gouvernements, en particulier ceux des pays développés, à prendre des mesures pour encourager des modes de consommation favorisant un développement durable, en particulier en limitant les emballages, le plastique et les déchets et en généralisant le recyclage.

I. Transport des déchets toxiques

Les Gouvernements et les parlementaires sont invités à promouvoir des accords internationaux réglementant le transport au-delà des frontières des déchets industriels, toxiques et radioactifs, et à empêcher ainsi le déplacement de ces déchets qui constituent un danger pour d'autres pays, en particulier les pays en développement.

J. Diversité génétique et études épidémiologiques

Les parlementaires devraient presser les Gouvernements et les institutions internationales de développement :

1. d'inscrire à leurs programmes politiques le problème des espèces en voie de disparition et des écosystèmes menacés, et de donner la priorité à l'établissement d'un plan d'action;

2. de s'inspirer du succès de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES) et d'adopter une convention internationale pour protéger l'ensemble des espèces menacées;
3. d'adopter des lois et des politiques pour inciter les particuliers, les collectivités et les sociétés à protéger les ensembles de gènes;
4. d'établir des politiques garantissant la conservation des espèces et des écosystèmes dont l'esprit soit conforme à la Stratégie mondiale de conservation;
5. d'entreprendre des études épidémiologiques sur la relation entre la détérioration de l'environnement et la situation sanitaire.

K. Patrimoine culturel

Les parlementaires devraient inciter les Gouvernements à s'attaquer au problème de la violation, de plus en plus fréquente, des conventions, en particulier des Conventions de La Haye de 1954 et 1970 adoptées par l'UNESCO sur la contrebande et le transfert des biens culturels, et les dangers, notamment de destruction, que représentent les récents conflits armés pour les monuments historiques, et à se convaincre de la nécessité d'adopter des programmes plus efficaces de protection des richesses artistiques et culturelles qui constituent le patrimoine commun de l'humanité et qui sont menacés par la détérioration croissante de l'environnement.

L. Suivi

1. Les Parlements devraient poursuivre leurs efforts en vue de faire appliquer les recommandations et les conclusions adoptées par la Conférence interparlementaire sur l'environnement, tenue à Nairobi en 1984, et par le Comité ad hoc chargé d'évaluer la mise en oeuvre de la Conférence interparlementaire de 1984 (Nairobi, février 1987);
2. La 79e Conférence interparlementaire recommande que la question du développement durable soit inscrite à l'ordre du jour des réunions régionales compétentes de l'Union interparlementaire;
3. La Conférence recommande en outre que le Conseil interparlementaire institue un Comité ad hoc chargé d'étudier régulièrement les questions relatives à l'environnement, d'examiner les mesures prises par les Parlements et les Gouvernements pour encourager les efforts déployés aux niveaux international et national en faveur d'un développement durable et de faire rapport à l'Union.

**PERSPECTIVES DE PAIX, DE DEMOCRATIE ET DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL EN AMERIQUE CENTRALE**

(Résolution adoptée par consensus)

La 79e Conférence interparlementaire,

rappelant et faisant siennes les précédentes résolutions pertinentes, notamment la résolution de la 77e Conférence interparlementaire relative à la contribution des Parlements à la réalisation des objectifs de paix en Amérique centrale,

profondément préoccupée par la tension régionale qui existe depuis des années,

troublée par la persistance des antagonismes sociaux et politiques dans certains pays d'Amérique centrale,

considérant que les conflits sévissant en Amérique centrale ont pour origine des tensions politiques et une injustice sociale et économique, qui doivent être éliminées pour pouvoir jeter les bases de la paix et du développement économique de la région,

préoccupée par le fait que la rébellion et la répression continuent de faire obstacle au règlement juste et pacifique de ces conflits et que ces tensions ont été aggravées par des influences extérieures à la région,

consternée par la perte de milliers de vies humaines dans la région et le gaspillage de ressources précieuses et rares, qui ne seront donc pas disponibles pour le développement pacifique de la région,

convaincue que les peuples d'Amérique centrale ont le droit de réaliser la paix, la réconciliation, le développement et la justice, sans ingérence étrangère, sur la base de leur propre décision et de leur propre histoire et sans sacrifier les principes de l'autodétermination et de la non-intervention,

rappelant la déclaration des Gouvernements d'Amérique centrale selon laquelle la solution de la crise sévissant dans leur région relève principalement de la responsabilité des Centraméricains, et par laquelle ils ont demandé la coopération de la communauté internationale à la recherche d'une solution,

reconnaissant les efforts déployés par les Gouvernements d'Amérique centrale pour résoudre leurs problèmes en créant des mécanismes et en adoptant des mesures afin de promouvoir la confiance, la réconciliation nationale, le respect mutuel, le renforcement des institutions démocratiques et un plus grand respect des droits de l'homme, qui sont les conditions préalables à l'avènement d'une paix permanente et du développement économique et social dans la région,

préoccupée par les violations des droits de l'homme dans la région,

profondément préoccupée par le nombre des disparitions forcées ou involontaires qui continuent de se produire dans certains pays d'Amérique centrale, l'incapacité des familles d'obtenir des informations sur leurs parents disparus et l'apparente incapacité des Gouvernements de traduire en justice les responsables de ces disparitions,

considérant que le grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur et en provenance de l'Amérique centrale constitue une menace pour la stabilité sociale, économique et politique de la région; que le rapatriement volontaire sans risques des réfugiés et le retour, en toute sécurité, des personnes déplacées dans leurs lieux d'origine revêtent une importance capitale pour la continuation du processus de paix; et qu'il conviendrait, par l'intermédiaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, d'autres organismes multilatéraux ou bilatéraux ou des organisations non gouvernementales, d'encourager la communauté internationale à appuyer les programmes visant à résoudre le problème des réfugiés et des personnes déplacées,

notant avec satisfaction la contribution apportée au processus de paix en Amérique centrale par les pays membres du Groupe de Contadora et de son Groupe d'appui, dont la médiation a dans une large mesure permis d'une part d'empêcher que l'Amérique centrale ne soit le théâtre d'un conflit armé généralisé et, d'autre part, d'engager des négociations entre les Gouvernements centraméricains,

appuyant fermement les accords contenus dans le "Plan visant à l'instauration d'une paix sûre et durable en Amérique centrale" auquel ont souscrit les Présidents d'Amérique centrale le 7 août 1987 à Guatemala (République du Guatemala), ainsi que la déclaration conjointe de ces Chefs d'Etat formulée le 16 janvier 1988 à Alajuela (République du Costa Rica), en vue de relever pleinement le défi historique qui consiste à forger un destin pacifique pour l'Amérique centrale,

se déclarant en particulier en faveur d'une mise en application rapide du Traité instituant le Parlement centraméricain, instance parlementaire appropriée pour débattre d'une manière approfondie et sereine des problèmes de l'Amérique centrale et recommander des formules de règlement reflétant les vues des différents secteurs centraméricains,

notant avec satisfaction que ce plan a ouvert de nouvelles possibilités de paix, de liberté et de développement économique et social dans la région,

encouragée par la récente conclusion, le 23 mars 1988, à Sapoa (Rivas, Nicaragua), d'un accord de cessez-le-feu, dit "Accord de Sapoa", entre le Gouvernement constitutionnel du Nicaragua et la Résistance nicaraguayenne qui, selon le libellé même de ce document, constitue le point de départ d'un processus intégral de négociation en vue d'un cessez-le-feu définitif, qui entrera en vigueur en même temps que les autres engagements pris en vertu des Accords d'Esquipulas II pour mettre fin à la guerre,

notant avec satisfaction les efforts actuellement déployés pour créer, dans les plus brefs délais, la Commission internationale de vérification et de suivi, conformément aux dispositions des Accords d'Esquipulas II,

1. appuie très fermement l'accord signé le 7 août 1987 à Guatemala par les Présidents centraméricains, sous le titre de "Plan visant à l'instauration d'une paix sûre et durable en Amérique centrale";
2. recommande que, pour assurer la continuation du processus de paix, le dialogue se poursuive entre les pays de la région de l'Amérique centrale, et réaffirme le droit de chaque peuple à l'autodétermination et le droit de chaque Etat à l'indépendance, sans ingérence extérieure;
3. félicite les peuples et les Gouvernements de l'Amérique centrale, pour la responsabilité assumée dans le règlement de leurs propres problèmes par le biais de négociations pacifiques et pour les efforts consentis à cette fin;
4. lance un appel à tous les Gouvernements et à tous les Parlements, notamment ceux regroupés au sein de l'Union interparlementaire, pour qu'ils encouragent activement le processus de paix en Amérique centrale et soutiennent les peuples de la région en leur apportant une aide matérielle en vue de la création de structures démocratiques stables et en vue de leur développement économique;
5. engage à soutenir les efforts consentis par les pays de l'Amérique centrale pour faire face à une situation économique et sociale défavorable par l'intégration et la coopération économiques et sociales;
6. exprime sa gratitude et demande aux pays de la région, en particulier au Groupe de Contadora et à son Groupe d'appui, de continuer à soutenir fermement les efforts déployés par les pays centraméricains pour instaurer la paix, la liberté, la démocratie et la justice dans la région;
7. lance un appel à tous les Gouvernements et à tous les groupements politiques de l'Amérique centrale pour qu'ils appliquent intégralement les points du Plan Arias et des Accords d'Esquipulas II, pratiquent en particulier une politique de non-violence et de dialogue tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, et respectent strictement les droits civils et les droits de l'homme;
8. engage les Gouvernements et les Parlements de l'Amérique centrale à instituer dans les plus brefs délais un Parlement centraméricain, autorité politique dont la coopération serait essentielle à la recherche d'une solution aux problèmes de la région, et engage en outre les Gouvernements et les Parlements du monde à contribuer activement au bon fonctionnement de ce Parlement;
9. appuie les efforts déployés par les Etats de la région pour rechercher en coopération avec le Haut Commissariat des Nations

Unies pour les réfugiés des solutions durables au problème des réfugiés et personnes déplacées, garantissant leurs droits fondamentaux;

10. invite toutes les parties aux conflits que connaît l'Amérique centrale à oeuvrer concrètement en faveur du respect du droit international humanitaire, en particulier en appliquant les normes établies par les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977, ainsi qu'en appuyant les activités humanitaires déployées dans la région par le Comité international de la Croix-Rouge;
11. se félicite de l'Accord dit "Accord de Sapoa", récemment conclu le 23 mars 1988 entre le Gouvernement constitutionnel du Nicaragua et la Résistance nicaraguayenne, qui constitue une démarche concrète en vue de l'application des Accords d'Esquipulas II et un progrès notable dans le processus de paix en Amérique centrale, et demande aux deux parties de déployer les efforts nécessaires pour faire aboutir le processus de paix engagé au Nicaragua;
12. prie instamment tous les Gouvernements d'appuyer le processus de négociation résultant des Accords d'Esquipulas II et encourage les Etats-Unis d'Amérique et le Nicaragua à régler les différends qui les opposent;
13. engage tous les Etats de la région à continuer de prendre des mesures concrètes et déterminantes, prévues dans le Plan Arias, pour poursuivre la démocratisation de leurs régimes politiques en mettant particulièrement l'accent sur la réconciliation nationale et sur le respect absolu des libertés d'expression et de réunion ainsi que sur le libre exercice effectif de tous les droits civils et politiques;
14. prie instamment les Gouvernements d'Amérique centrale de faire en sorte que la menace de disparitions forcées ou involontaires ne pèse plus sur leurs peuples, d'entreprendre une enquête impartiale et scrupuleuse sur chacun des cas de disparition forcée ou involontaire et de prendre des mesures pour que soient traduits en justice les responsables des disparitions forcées et involontaires;
15. se félicite de la volonté de l'Organisation des Etats américains et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, de coopérer concrètement à la réalisation du processus de paix en Amérique centrale;
16. prie instamment la communauté internationale et, entre autres, la Communauté économique européenne, d'accroître l'aide technique, économique et financière aux pays d'Amérique centrale afin d'appuyer les efforts qu'ils déploient en faveur de la paix et du développement économique et social, étape indispensable pour garantir le bien-être des peuples de la région centraméricaine;

17. lance un appel aux Gouvernements et aux Parlements de l'Amérique latine et du monde entier pour qu'ils appuient le dialogue politique et la réactivation du processus de négociation à l'intérieur des pays d'Amérique centrale et entre eux, seul moyen réaliste d'instaurer la paix à laquelle aspirent les peuples de cette région;
18. prie instamment les puissances extérieures à la région d'appuyer le processus en cours, destiné à instaurer une paix permanente dans la région centraméricaine, conformément aux dispositions des Accords d'Esquipulas II;
19. réaffirme le droit du peuple du Panama à la souveraineté et à l'autodétermination, invite instamment au respect continu des traités Torrijos-Carter, lanc un appel en faveur de la non-ingérence dans les affaires intérieures du Panama et exprime le fervent espoir que la situation de ce pays reviendra à la normale dans un très proche avenir et que les droits démocratiques et les droits de l'homme y seront pleinement respectés.

Cas N° CHI/02 - CARLOS LORCA TOBAR)
Cas N° CHI/06 - VICENTE ATENCIO CORTES) CHILI

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

rappelant ses précédentes résolutions relatives au cas de MM. Carlos Lorca Tobar et Vicente Atencio Cortes, deux parlementaires chiliens portés disparus après leur arrestation devant des témoins, en 1975 et 1976, respectivement,

1. prend acte d'un nouveau rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (CL/142/12-R.1), qui contient un exposé détaillé du cas dont il ressort que l'on demeure sans information concernant le sort de ces deux personnes;
2. regrette que depuis 1977 les Autorités n'aient pas répondu aux demandes d'information qui leur ont été adressées à ce sujet et invite les Groupes nationaux à solliciter de celles-ci des éclaircissements additionnels et à informer le Comité spécial de leurs démarches et des résultats de celles-ci;
3. prie le Comité spécial de poursuivre l'étude de ce cas et de lui faire rapport à sa 143e session (septembre 1988).

Cas N° CHILI

CHI/01 - JORGE MONTES MORAGA	CHI/52 - CARLOS GONZALES
CHI/14 - ERNESTO ARANEDA BRIONES	CHI/53 - LUIS GUASTAVINO CORDOVA
CHI/15 - CARLOS ALTAMIRANO	CHI/56 - JORGE INSUNZA
CHI/17 - MARIA ELENA CARRERA	CHI/57 - ALEJANDRO JILIBERTO
CHI/18 - LUIS CORVALAN LEPE	CHI/60 - GLADYS MARIN MILLIE
CHI/23 - HUGO MIRANDA RAMIREZ	CHI/61 - OSCAR MOYA MUNOZ
CHI/24 - ADONIS SEPULVEDA	CHI/63 - JOSE OYARCE
CHI/26 - JAIME SUAREZ BASTIDAS	CHI/64 - MARIO PALESTRO
CHI/27 - ANSELMO SULE CANDIA	CHI/66 - IVAN QUINTANA MIRANDA
CHI/29 - VOLODIA TEITELBOIM VOLOSKY	CHI/69 - ALEJANDRO ROJAS
CHI/31 - LUIS VALENTE ROSSI	CHI/70 - LEONARDO HAGEL
CHI/32 - FIDELMA ALLENDE	CHI/73 - RAUL SANCHEZ BANADOS
CHI/41 - JOSE CADEMARTORI	CHI/75 - ANDRES SEPULVEDA CARMONA
CHI/43 - MANUEL CANTERO PRADO	CHI/77 - OREL VISIANI
CHI/45 - EDUARDO CONTRERAS	CHI/79 - RUBEN ZAPATA
CHI/46 - SILVIA COSTA ESPINOZA	CHI/83 - TOMAS SOLIS NOVA
CHI/47 - VLADIMIR CHAVEZ RODRIGUEZ	CHI/84 - LUIS FUENTEALBA MEDINA
CHI/50 - OSCAR GUILLERMO GARRETON	CHI/85 - MARIO HURTADO CHACON

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

considérant que les 36 anciens parlementaires chiliens nommés ci-dessus ont subi l'exil, pour la plupart depuis fin 1973, soit à la suite d'un décret d'expulsion (dans certains cas précédé d'une période de détention administrative ou d'une période d'emprisonnement judiciaire), soit pour échapper à des persécutions politiques; que tous ont fait l'objet d'une mesure d'interdiction de séjour dans leur pays mais que tous réclament le droit d'y entrer librement,

rappelant ses précédentes résolutions relatives à ce cas, et notamment la résolution adoptée lors de sa 141e session, le 17 octobre 1987,

prenant acte d'un nouveau rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (CL/142/12-R.1), qui contient un exposé détaillé de ce cas,

considérant que les anciens parlementaires Hugo Miranda Ramirez (CHI/23), Silvia Costa Espinoza (CHI/46), Alejandro Jiliberto (CHI/57), Oscar Moya Muñoz (CHI/61), Andres Sepulveda Carmona (CHI/75), Ruben Zapata (CHI/79), Luis Fuentealba Medina (CHI/84) et Mario Hurtado Chacón (CHI/85) ont pu exercer récemment leur droit d'entrer et résider dans leur pays,

considérant que les 28 autres anciens parlementaires continuent d'être interdits de séjour au Chili et que l'ex-député Luis Guastavino Cordova (CHI/53), qui a exercé son droit d'entrer au Chili en septembre 1987 sans attendre l'autorisation préalable des Autorités gouvernementales, n'a toujours pas été autorisé à résider au Chili,

soulignant une nouvelle fois que l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 22 (al.5) de la Convention américaine relative aux droits de l'homme établissent que nul ne peut être expulsé du territoire de l'Etat dont il est le ressortissant ni privé du droit d'y entrer, et rappelant que le Chili a ratifié le Pacte international le 10 février 1972 et qu'il a signé la Convention américaine,

1. prend acte avec satisfaction du fait que les anciens parlementaires Hugo Miranda Ramirez, Silvia Costa Espinoza, Alejandro Jiliberto, Oscar Moya Muñoz, Andres Sepulveda Carmona, Ruben Zapata, Luis Fuentealba Medina et Mario Hurtado Chacón ont pu exercer leur droit d'entrer et résider au Chili, et décide de clore le dossier en ce qui les concerne;
2. déplore que les 23 autres anciens parlementaires demeurent encore sous le coup d'une mesure d'interdiction de séjour dans leur propre pays, en violation de dispositions d'instruments juridiques internationaux auxquels le Chili a souscrit et insiste pour que le Gouvernement chilien lève cette interdiction, respectant ainsi ses engagements internationaux;
3. invite les Groupes nationaux à poursuivre et multiplier leurs démarches auprès des Autorités chiliennes en vue du retour au Chili, sans restriction, de tous les anciens parlementaires chiliens;
4. prie le Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires de poursuivre l'examen de ce cas et de lui faire rapport à sa 143e session (septembre 1988), avec l'espoir qu'il sera alors en mesure de clore le dossier.

Cas N° CO/01 - PEDRO NEL JIMENEZ OBANDO)
Cas N° CO/02 - LEONARDO POSADA PEDRAZA) COLOMBIE
Cas N° CO/03 - OCTAVIO VARGAS CUELLAR)
Cas N° CO/04 - PEDRO LUIS VALENCIA)

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

se référant à ses précédentes résolutions relatives au cas de MM. Pedro Nel Jiménez Obando, Leonardo Posada Pedraza, Octavio Vargas Cuellar et Pedro Luis Valencia, de la Colombie, et notamment à la résolution adoptée lors de sa 141e session (octobre 1987),

prenant acte d'un nouveau rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (CL/142/12-R.2), qui contient un exposé détaillé du cas,

rappelant que les quatre parlementaires ont été assassinés et qu'il est allégué que les responsables sont des militaires et des personnes travaillant pour un service de renseignement de l'armée,

notant que les enquêtes à ce sujet n'ont pas progressé et que, à ce stade, aucune personne ne se trouve détenue en relation avec l'un ou l'autre des quatre assassinats,

soulignant à nouveau que l'assassinat des quatre parlementaires a eu lieu dans un contexte général de violence qui affecte gravement le droit à la vie en Colombie; que des dirigeants et des membres de toutes les formations politiques ont été frappés, et plus spécialement l'Union patriotique de laquelle les quatre parlementaires étaient membres et dont la création résulte du processus institutionnel de paix engagé par le Gouvernement colombien,

notant que, face à cette situation, le Gouvernement de la Colombie a créé des tribunaux de l'ordre public ("Juzgados de Orden Público") ayant compétence pour connaître de violations des droits de l'homme qui "ont occasionné une commotion nationale spéciale" compte tenu de l'importance nationale des personnes à l'encontre desquelles elles ont été commises, et qu'il a en outre établi en novembre 1987 une instance présidentielle pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme ("Consejería Presidencial para la Defensa, Protección y Promoción de los Derechos Humanos") ayant pour mandat de "promouvoir dans le pays une nouvelle conscience eu égard à l'importance, pour garantir la vie démocratique et l'existence de l'état de droit, de préserver les droits de l'homme",

1. remercie le Groupe national de la Colombie des informations qu'il lui a transmises et de sa coopération;

2. accueille avec satisfaction la création de ces instances, avec l'espoir qu'elles contribueront à renforcer l'état de droit et les droits de l'homme en Colombie, et invite le Gouvernement de la Colombie à poursuivre ses efforts à cette fin et plus spécialement ses efforts pour garantir le droit à la vie de tous les citoyens et de leurs représentants élus;
3. compte que les tribunaux de l'ordre public compétents seront saisis du cas des quatre parlementaires assassinés et conduiront leurs travaux avec diligence de sorte que les responsables des assassinats soient identifiés et châtiés selon la loi;
4. prie le Groupe national de la Colombie de faire tout ce qui est en son pouvoir à cette fin et de tenir le Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires informé;
5. prie le Comité de lui faire rapport sur l'évolution des enquêtes à sa 143e session (septembre 1988).

Cas N° HOND/02 - MIGUEL ANGEL PAVON SALAZAR - HONDURAS

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

saisi du cas de M. Miguel Angel Pavon Salazar, du Honduras, qui a fait l'objet d'une étude et d'un rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires conformément à la "Procédure d'examen et de traitement, par l'Union interparlementaire, de communications relatives à des violations des droits de l'homme dont sont victimes des parlementaires",

prenant acte du rapport du Comité (CL/142/12-R.2), qui contient un exposé détaillé du cas,

considérant qu'il ressort du dossier que M. Pavon Salazar, membre du Congrès national du Honduras et membre actif du Comité hondurien pour la défense des droits de l'homme (CODEH), a été assassiné le 14 janvier 1988 par un homme vêtu en civil qui a tiré sur lui depuis le siège arrière d'une motocyclette et qui a également tué M. Moises Landaverde, frère d'un autre parlementaire; que M. Pavon Salazar avait témoigné en octobre 1987 devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, à San José, Costa Rica, dans une affaire relative à quatre "disparitions" survenues entre 1981 et 1984, qui est actuellement instruite par cette instance contre le Gouvernement du Honduras; que le Congrès national du Honduras, siégeant en session plénière, a immédiatement ordonné à la Commission pour l'application de la Constitution et à la Commission des droits de l'homme du Congrès de mener une enquête approfondie afin d'identifier les deux assassins, de déterminer leurs mobiles et d'établir leur responsabilité et que les travaux de ces deux Commissions sont en cours; que les sources de communication craignent que M. Pavon Salazar et M. Landaverde n'aient été les victimes d'une exécution extrajudiciaire dont les responsables pourraient être des membres d'une unité secrète du service de renseignement des Forces armées (le Bataillon 3-16) qui se serait rendue responsable de nombreuses violations des droits de l'homme au cours des dernières années; que cette responsabilité n'est toutefois pas encore établie; que, informée de l'assassinat de M. Pavon Salazar et d'un autre témoin, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a, par résolution datée du 15 janvier 1988, demandé instamment au Gouvernement du Honduras d'assurer la protection des témoins passés et à venir et qu'elle a en outre "prié instamment le Gouvernement du Honduras de prendre toutes les dispositions qu'il est en mesure de prendre pour enquêter sur ces crimes répréhensibles, pour identifier les coupables et pour leur appliquer les sanctions prévues par le droit interne du Honduras",

considérant que l'assassinat d'un parlementaire affecte l'ensemble de la communauté parlementaire,

1. prend acte avec émotion de l'assassinat de M. Pavon Salazar et déplore ce fait tragique;

2. remercie le Groupe national du Honduras des informations qu'il a transmises à ce sujet et de sa coopération;
3. note que des enquêtes sont en cours pour identifier les coupables et leur appliquer les sanctions prévues par la loi hondurienne;
4. prie le Groupe national du Honduras de faire tout ce qui est en son pouvoir afin d'accélérer ces enquêtes et de tenir le Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires informé de l'évolution des enquêtes et de leurs résultats éventuels;
5. prie le Comité spécial de poursuivre l'étude du cas de M. Miguel Angel Pavon Salazar et de lui faire rapport sur l'évolution et les résultats éventuels des enquêtes lors de sa 143e session (septembre 1988).

Cas N° IDS/07 - ABDURACHMAN SUNDARI - INDONÉSIE

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

se référant à ses résolutions antérieures relatives au cas de Mme Abdurachman Sundari, de l'Indonésie,

prenant acte d'un nouveau rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (CL/142/12-R.1) qui contient un exposé détaillé du cas,

rappelant qu'il ressort du dossier que Mme Sundari, ancien membre du Parlement indonésien, a été arrêtée le 3 octobre 1968 dans le contexte des événements de 1965 et qu'après huit années de détention préventive, le 16 octobre 1976, elle a été reconnue coupable de trahison et subversion et condamnée à la prison à vie et à la privation à vie de ses droits politiques; qu'en 1982 sa peine a été ramenée à 20 ans d'emprisonnement à compter de la date de sa condamnation, sans déduction de la durée de la détention préventive; qu'elle a ensuite bénéficié, pour bonne conduite, de réductions annuelles de peine de trois mois en 1983, 1984 et 1985, de six mois en 1986, et de cinq mois en 1987; qu'elle a actuellement 66 ans,

rappelant que le Conseil a instamment demandé qu'il soit tenu compte des huit années de détention préventive dans le décompte des années de peine purgées par Mme Sundari, et qu'il a en outre manifesté l'espoir que celle-ci serait libérée avant l'échéance de sa peine, pour des raisons humanitaires,

considérant que le principe de droit selon lequel la période de détention préventive peut être déduite de la durée de la peine est généralement reconnu et que ce principe est mentionné à l'article 22 du Code de procédure pénale indonésien, qui est entré en vigueur le 31 décembre 1981,

1. constate à regret que les espoirs manifestés par le Conseil n'ont pas encore été réalisés;
2. remercie le Groupe national indonésien de sa coopération et le prie de demander à nouveau aux Autorités compétentes qu'elles hâtent la libération de Mme Sundari, notamment compte tenu du principe rappelé ci-dessus et de l'âge de Mme Sundari;
3. invite les Groupes nationaux à prendre contact avec les Autorités de l'Indonésie pour leur demander de libérer Mme Sundari;
4. prie le Comité spécial de poursuivre l'étude de ce cas et de lui faire rapport à sa 143e session (septembre 1988), à l'occasion de laquelle il espère être en mesure de clore le dossier.

Cas N° SM/01 - MOHAMED YUSUF WEIRAH)	
Cas N° SM/04 - ISMAIL ALI ABOKOR)	
Cas N° SM/05 - OMAR ARTEH QALIB)	
Cas N° SM/06 - OMAR HAJI MOHAMED)	SOMALIE
Cas N° SM/07 - WARSAME ALI FARAH)	
Cas N° SM/08 - OSMAN MOHAMED GHELLE)	
Cas N° SM/09 - MOHAMED ADEN SHEIKH)	

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

se référant à ses précédentes résolutions relatives au cas de MM. Mohamed Yusuf Weirah, Ismail Ali Abokor, Omar Arteh Qalib, Omar Haji Mohamed, Warsame Ali Farah, Osman Mohamed Ghelle et Mohamed Aden Sheikh, de la Somalie,

prenant acte d'un nouveau rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (CL/142/12-R.2), qu' contient un exposé détaillé du cas,

rappelant qu'il ressort du dossier, notamment, que les sept parlementaires ont été arrêtés en juin 1982 et accusés d'activités contraires à la sécurité et à l'intérêt de la nation; qu'ils ont été déchus de leur mandat avant même que les accusations dont ils étaient l'objet aient été examinées par un tribunal; qu'ils ont été incarcérés dans une prison de haute sécurité où ils ont été maintenus au secret, dans des conditions particulièrement dures, jusqu'à récemment; que l'un d'eux, M. Warsame Ali Farah, est décédé en détention et que les six autres ont finalement été traduits en jugement devant la Cour de sûreté de l'Etat dans deux procès distincts; que les procès ont été conduits, du stade de l'instruction à celui du jugement, en contradiction avec les normes internationales d'un procès équitable; que MM. Mohamed Yusuf Weirah, Omar Haji Mohamed, Osman Mohamed Ghelle et Mohamed Aden Sheikh ont été acquittés et libérés au terme d'un procès d'une journée, le 7 février 1988; que MM. Ismail Ali Abokor et Omar Arteh Qalib ont, par contre, été condamnés à la peine de mort après trois jours de procès, le 7 février 1988; que le 11 février cette peine a été commuée par le Chef de l'Etat en peine de prison d'une durée non déterminée, puis qu'elle a ensuite été commuée, le 14 février, en peine d'assignation à résidence d'une durée non déterminée,

rappelant qu'il avait sollicité l'autorisation pour deux membres du Conseil, M. Hilal bin Ahmed Lootah, Président du Conseil national des Emirats arabes unis, et M. F. Malfatti, membre de la Chambre des Députés de l'Italie, de suivre le procès en qualité d'observateurs, et que cette autorisation n'a pas été accordée,

1. prend acte avec satisfaction de la libération de MM. Mohamed Yusuf Weirah, Omar Haji Mohamed, Osman Mohamed Ghelle et Mohamed Aden Sheikh tout en regrettant qu'ils aient été détenus sans inculpation ni jugement pendant cinq ans et demi, et décide de clore le dossier en ce qui les concerne;

2. note avec soulagement et satisfaction que la peine capitale prononcée par la Cour de sûreté de l'Etat à l'encontre de MM. Ismail Ali Abokor et Omar Arteh Qalib a été commuée par le Chef de l'Etat et accueille ce geste de clémence;
3. note aussi avec satisfaction que la peine capitale, commuée en peine de prison le 11 février 1988, a été commuée en simple peine d'assignation à résidence le 14 février 1988; s'inquiète toutefois de ce que la durée de la peine soit indéterminée;
4. rappelle qu'il a conclu précédemment que les anciens parlementaires ont été victimes d'une violation des droits de l'homme et note en outre que le procès instruit à leur encontre par la Cour de sûreté nationale n'a pas été conforme aux normes internationales d'un procès équitable; regrette, à ce sujet, que les deux observateurs désignés pour suivre le procès n'aient pas été autorisés à se rendre à Mogadiscio;
5. considère dès lors que MM. Ismail Ali Abokor et Omar Arteh Qalib doivent être libérés inconditionnellement;
6. invite le Groupe national de la Somalie à faire tout ce qui est en son pouvoir afin qu'une telle mesure soit prise dans les plus courts délais;
7. invite les Groupes nationaux à entreprendre également des démarches auprès des Autorités somaliennes en vue de la libération définitive de ces deux anciens parlementaires;
8. prie le Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires de poursuivre l'étude du cas de MM. Abokor et Arteh Qalib et de lui faire rapport à sa 143e session (septembre 1988), à l'occasion de laquelle il espère être en mesure de clore le dossier.

TURQUIE

1. Procès des membres du Parti d'action nationaliste :

Cas N° TK/01 - ALP ARSLAN TURKES	Cas N° TK/10 - MEHMET IRMAK
Cas N° TK/02 - SAID SOMUNCUOGLU	Cas N° TK/11 - CENGIZ GOKCEK
Cas N° TK/03 - AGAH OKTAY GUNER	Cas N° TK/12 - NECATI GULTEKIN
Cas N° TK/04 - NEVZAT KOSEOGLU	Cas N° TK/13 - OMER CAKIROGLU
Cas N° TK/05 - MEHMET DOGAN	Cas N° TK/14 - YUSUF OZBAS
Cas N° TK/06 - TURAN KOCAL	Cas N° TK/15 - ALI GURBUZ
Cas N° TK/07 - TAHIR SASMAZ	Cas N° TK/16 - FARUK DEMIRTOLA
Cas N° TK/08 - ALI FUAT EYUBOGLU	Cas N° TK/17 - SERVET BORA
Cas N° TK/09 - IHSAN KABADAYI	

2. Procès des membres de la DISK (Confédération des syndicats progressistes de Turquie) :

Cas N° TK/21 - KENAN AKMAN
Cas N° TK/37 - AHMET YILDIZ

3. Procès des membres du Comité pour la paix de Turquie :

Cas N° TK/26 - NURETTIN YILMAZ
Cas N° TK/29 - NEDIM TARHAN
Cas N° TK/30 - ISMAIL HAKKI OZTORUN
Cas N° TK/33 - EROL SARACOGLU
Cas N° TK/34 - METIN TUZUN
Cas N° TK/35 - MEHMET ALI PESTILCI
Cas N° TK/36 - ERTUGRUL GUNAY
Cas N° TK/37 - AHMET YILDIZ

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

rappelant ses précédentes résolutions relatives aux cas des anciens parlementaires turcs nommés ci-dessus, contre la plupart desquels des procès continuent d'être conduits, ces procédures étant actuellement conduites au niveau de la Cour d'appel militaire,

ayant pris connaissance d'informations additionnelles relatives à l'évolution des procès et à la situation des anciens parlementaires transmises par le Groupe national de la Turquie,

prenant acte du nouveau rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (CL/142/12-R.2), qui contient un exposé détaillé du cas et duquel il ressort que :

1) M. Oztorun est décédé et les 25 autres anciens parlementaires sont actuellement tous en liberté;

ii) dans le procès du Parti d'action nationaliste, le tribunal de première instance a condamné M. Turkes à un peu plus de 11 ans de prison et a acquitté les 16 autres anciens parlementaires accusés;

iii) dans le procès de la DISK, le tribunal de première instance a condamné M. Akman à huit ans et près de neuf mois de prison et a acquitté M. Yildiz;

iv) dans le procès du Comité pour la paix de Turquie, le tribunal de première instance a condamné MM. Tarhan et Saracoglu à une année et un peu plus de six mois de prison, condamné M. Yilmaz (qui a depuis lors été élu à la Grande Assemblée nationale et bénéficie d'un ajournement) à six mois de prison, acquitté M. Yildiz, clos les poursuites à l'encontre de M. Ozturun qui est décédé, et jugé qu'il y avait prescription en ce qui concerne MM. Tuzun, Pestilci et Gunay,

notant que dans le cas où la Cour de cassation militaire confirmerait les déclarations de culpabilité et les verdicts des tribunaux de première instance, MM. Turkes, Akman et Tarhan bénéficieraient de la déduction de la durée de leur détention préventive et qu'ils bénéficieraient en outre, de même que M. Saracoglu, d'une réduction de peine équivalant à 60 % de la durée de celle-ci en application de la Loi d'application des peines du 11 mars 1986; qu'en conséquence :

- i) M. Turkes devrait purger 24 heures de prison;
- ii) MM. Akman et Tarhan ne seraient pas réincarcérés;
- iii) M. Saracoglu devrait purger six mois de prison,

1. remercie le Groupe national de la Turquie des informations qu'il a transmises et de sa coopération;
2. réitère, en ce qui concerne chacun des trois procès, les préoccupations qu'il avait exprimées antérieurement, notamment en septembre 1985 à la lumière du rapport de la délégation qui s'était rendue sur place, en ce qui concerne le fondement des poursuites judiciaires, la conduite de l'instruction judiciaire et l'exercice de la responsabilité pénale;
3. décide, dans le procès du Comité pour la paix, de clore le dossier eu égard à M. Ozturun qui est décédé, à M. Yildiz qui a été définitivement acquitté et à MM. Tuzun, Pestilci et Gunay qui ont bénéficié de la prescription;
4. décide de clore le dossier, étant entendu qu'il pourrait le rouvrir, si nécessaire, après avoir pris connaissance des décisions de la Cour d'appel militaire :
 - dans le procès des membres du Parti d'action nationaliste, eu égard à MM. Said Somuncuoglu, Agah Oktay Guner, Nevzat Koseoglu, Mehmet Dogan, Turan Kocal, Tahir Sasmaz, Ali Fuat Eyuboglu, Ihsan Kabadayi, Mehmet Irmak, Cengiz Gokcek, Necati Gultekin, Omer Cakiroglu, Yusuf Ozbas, Ali Gurbuz, Faruk Demirtola, Servet Bora, qui ont été acquittés par le tribunal de première instance;
 - dans le procès de la DISK, eu égard à M. Yildiz qui a été acquitté par le tribunal de première instance;
5. décide, dans le procès du Comité pour la paix, de clore également le dossier eu égard à M. Yilmaz, étant entendu qu'il pourrait le

rouvrir, avec l'accord de l'intéressé, lorsque les poursuites à son encontre seront reprises, à l'expiration de son mandat parlementaire;

6. décide de clore le dossier, dans le procès de la DISK, eu égard à M. Akman et, dans le procès du Comité pour la paix, eu égard à M. Tarhan, qui ne devraient pas être réincarcérés, étant entendu qu'il pourrait, si nécessaire, rouvrir ces dossiers après avoir pris connaissance des décisions de la Cour d'appel militaire;
7. décide de clore le dossier, dans le procès du Parti d'action nationaliste, eu égard à M. Turkes qui pourrait être réincarcéré pendant 24 heures seulement, étant entendu qu'il pourrait, si nécessaire, rouvrir le dossier après avoir pris connaissance de la décision de la Cour d'appel militaire;
8. décide de poursuivre l'étude du cas de M. Saracoglu qui encourt le risque d'une incarcération pour six mois;
9. prie le Groupe national de la Turquie de tenir le Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires informé de l'évolution du procès de M. Saracoglu;
10. prie le Comité de lui faire rapport au sujet du cas de M. Saracoglu lors de sa 143e session (septembre 1988).

Cas N° VN/02 - TRUONG VI TRI)
Cas N° VN/08 - TRAN TRUNG DUNG) VIET NAM
 (alias Vuong Quoc Thai))
Cas N° VN/15 - NHAN MINH TRANG)

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

se référant à ses résolutions précédentes relatives au cas de MM. Truong Vi Tri, Tran Trung Dung (alias Vuong Quoc Thai) et Nhan Minh Trang, du Viet Nam, et notamment à la résolution adoptée lors de sa 141e session (octobre 1987),

prenant acte d'un nouveau rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires (CL/141/12-R.2), qui contient un exposé détaillé du cas,

rappelant que les personnes en question étaient membres du Parlement de la République du Viet Nam (Sud) au moment de la dissolution des institutions sud-vietnamiennes par le Gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP), le 1er mai 1975; qu'ils ont été requis en mai-juin 1975 d'accomplir une période de "rééducation" qui devait en principe être de courte durée et que leur séjour dans un "camp de rééducation obligatoire", sans inculpation ni jugement, a ensuite été prolongé indéfiniment, les Autorités vietnamiennes ayant indiqué que leur libération dépendait des "progrès" faits en "rééducation",

ayant reçu oralement, tant du Groupe national vietnamien que de la Mission permanente du Viet Nam à Genève, l'information que ces trois personnes ont été libérées inconditionnellement dans le cadre de l'amnistie du 17 février 1988,

1. prend acte avec satisfaction de cette information tout en regrettant que MM. Truong Vi Tri, Tran Trung Dung (alias Vuong Quoc Thai) et Nhan Minh Trang aient été détenus sans inculpation ni jugement pendant plus de 12 ans et décide de clore le dossier;
2. remercie le Groupe national et les Autorités du Viet Nam de leur coopération.

Cas N° PDRY/14 - HADI AHMAD NASIR - YEMEN DEMOCRATIQUE

Résolution adoptée par consensus par le Conseil interparlementaire
lors de sa 142e session (16 avril 1988)

Le Conseil interparlementaire,

saisi du cas de M. Hadi Ahmad Nasir, du Yémen démocratique, qui a fait l'objet d'une étude et d'un rapport du Comité spécial sur les violations des droits des parlementaires conformément à la "Procédure d'examen et de traitement, par l'Union interparlementaire, de communications relatives à des violations des droits de l'homme dont sont victimes des parlementaires",

prenant acte du rapport du Comité spécial (CL/142/12-R.1 et R.2), qui contient un exposé détaillé du cas,

considérant qu'il ressort du dossier que M. Hadi Ahmad Nasir, membre du Conseil populaire suprême (Parlement) et du Comité central du Parti socialiste yéménite, a été arrêté peu après le début des événements de janvier 1986 qui ont causé la mort de 4.200 personnes, dont 12 parlementaires, et de grandes pertes matérielles; que le 24 janvier 1986, Radio Aden aurait diffusé "sa confession sur les crimes commis par Ali Nasser Mohamed et ses partisans" et qu'en février 1986, il aurait réitéré sa confession à la télévision,

considérant qu'en date du 8 février 1986, le Conseil populaire suprême a levé l'immunité parlementaire de M. Hadi Ahmad Nasir, pour permettre l'engagement à son encontre de poursuites judiciaires pour son rôle dans les événements de janvier 1986,

considérant que le procès public de M. Hadi Ahmad Nasir et de 136 autres suspects s'est ouvert le 2 décembre 1986 devant la Cour suprême; que M. Hadi Ahmad Nasir était poursuivi au titre des articles 102 (trahison), 104 (terrorisme) et 106 (sabotage) du Code pénal; qu'il a allégué devant la Cour qu'il avait été maltraité et que la Cour a ordonné une enquête médicale dont les résultats démentiraient les allégations; qu'il a bénéficié de l'assistance de défenseurs yéménites et de celle de représentants de l'Union des avocats arabes,

considérant que la Cour suprême a rendu son verdict le 12 décembre 1987, condamnant M. Hadi Ahmad Nasir à la peine capitale; que le jugement de la Cour suprême a été soumis au Présidium du Conseil populaire suprême, qui peut prendre des mesures de clémence; qu'après examen, le 27 décembre 1987, le Présidium du Conseil populaire suprême a toutefois décidé de confirmer la sentence en ce qui concerne M. Hadi Ahmad Nasir "parce qu'il était chargé de la logistique et du commandement militaire de l'un des grands secteurs d'Aden (...) dans lequel sont tombées un grand nombre de victimes (...)"; que M. Hadi Ahmad Nasir a été fusillé dans la cour de la prison al-Mansura, à Aden, l'après-midi du 29 décembre 1987,

considérant que le Yémen démocratique a accédé au Pacte international relatif aux droits civils et politiques le 9 février 1987 et rappe-
lant que l'article 14 (5) de ce Pacte dispose que "toute personne déclarée
coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction
supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à
la loi" et que le point 6 des Garanties pour la protection des droits des
personnes passibles de la peine de mort énonce que "toute personne condamnée
à mort a le droit de faire appel à une juridiction supérieure...",

considérant que toute personne jugée par la Cour suprême a le
droit de solliciter, pour des questions de droit ou pour motif de vice de
forme, la révision de son jugement avant que le verdict ne devienne exéc-
toire et notant que, dans ce cas, c'est la Cour suprême qui procède elle-
même à la révision,

considérant que, dans le cas de révision, la composition de la
Cour suprême est élargie de trois à 15 membres et que, en conséquence, le
Groupe national du Yémen démocratique estime que l'exigence d'une double
juridiction énoncée à l'article 14 (5) du Pacte est satisfaite de fait, même
si elle ne l'est pas strictement en droit,

prend acte de ce qui précède, tout en soulignant que le Pacte in-
ternational relatif aux droits civils et politiques exige l'exis-
tence d'une instance judiciaire supérieure et regrette dès lors
que M. Hadi Ahmad Nasir ait été exécuté sans avoir pu bénéficier
du droit d'interjeter un appel judiciaire contre le jugement et la
sentence capitale prononcés à son encontre par la Cour suprême du
Yémen démocratique.
